

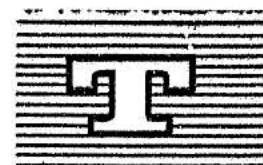
NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.828  
28 juin 1957

FRANCAIS



UN. LIBRARY  
2 JUL 1957

Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT VINGT-HUITIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,  
le vendredi 28 juin 1957, à 14 h. 30.

Président :

M. HOOD

(Australie)

1. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental : rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental [4f]
2. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée : rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée [4b] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.828. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-19186

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU SAMOA OCCIDENTAL :  
RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU SAMOA-  
OCCIDENTAL (T/1330; T/L.781) [Point 4f de l'ordre du jour]

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil est saisi du rapport pour 1956 transmis par l'Autorité administrante en ce qui concerne le Territoire sous tutelle du Samoa occidental, ainsi que le document de travail rédigé par le Secrétariat à cet égard.

Les corrections suivantes doivent être apportées à ce dernier document (T/L.781) : - la première phrase du paragraphe 44 devrait ainsi conque : "Au cours de l'année considérée, il y a eu dans le Territoire quarante-deux assistants médicaux samoans contre quarante-trois en 1955"; - la dernière phrase de ce même paragraphe devrait débiter ainsi : "Il y avait, 139 infirmières ayant reçu une formation partielle contre 166 en 1955, et deux techniciens de laboratoire et de radiologie".

Sir Leslie MUNRO (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Pour des raisons indépendantes de ma volonté, je n'ai malheureusement pas pu assister au début de cette session du Conseil de tutelle.

C'est pour moi, Monsieur Hood, un plaisir tout particulier de siéger à cette table et de m'adresser à vous en votre qualité de Président du Conseil de tutelle. Nos deux pays sont unis par des liens si étroits que je n'ai pas besoin d'en parler ici. Cependant, je le répète, je suis très heureux de vous retrouver ici en qualité de Président de ce Conseil.

Je suis aussi extrêmement heureux de saluer ici la présence du représentant du Guatemala, en sa qualité de Vice-Président du Conseil.

Je m'excuse auprès du Conseil si nous lui avons causé des difficultés en communiquant un peu tard notre rapport sur le Samoa-occidental. Certes, nous avons soumis le rapport dans le délai stipulé par le règlement intérieur du Conseil; j'espère que cela n'a gêné en rien les membres du Conseil.

Lorsque j'ai présenté le rapport sur l'Administration du Territoire sous tutelle du Samoa occidental pour l'année 1955, j'ai dit qu'un accord s'était fait sur les principes généraux d'une série de mesures qui, si elles étaient appliquées avec succès, pourraient conduire le Territoire au seuil de l'autonomie. J'ai aujourd'hui le devoir agréable de présenter au Conseil le rapport pour l'année qui suit; ce document relate les conditions politiques, économiques et sociales qui règnent maintenant au Territoire; il explique comment les principes généraux se sont transformés, jusqu'à présent et peu à peu, en mesures administratives.

Le Représentant spécial M. T.R. Smith, qui est le Secrétaire d'Etat au gouvernement du Samoa occidental et Haut-Commissaire adjoint, attirera l'attention des membres du Conseil, dans sa déclaration liminaire sur les mesures qui ont été prises, notamment, pour mettre en oeuvre le Samoa Amendment Act de 1956, c'est-à-dire la loi qui a réorganisé le Conseil exécutif. Le Parlement de la Nouvelle-Zélande devra prendre maintenant les décisions nécessaires pour que les changements projetés pour 1957 puissent être effectués. Bien que je ne sois pas à même de donner au Conseil des renseignements sur les détails des amendements que notre Assemblée législative sera priée de promulguer au cours de sa session (qui, dans mon pays, vient seulement de s'ouvrir), je peux dire que ces amendements modifieront d'une manière importante l'Assemblée législative. Le Fono des Faipoulés n'existera plus; le nouveau corps législatif sera élargi et le Haut-Commissaire et le Fautua, tout en demeurant des membres du Conseil exécutif, cesseront d'être membres du corps législatif.

Je pense que les membres du Conseil seront tout particulièrement intéressés par la réalisation d'une autre promesse qui avait été faite, par l'Autorité administrante dans une déclaration de politique formulée au mois de mars 1955 et répétée ensuite chaque fois que le Conseil a examiné la situation au Samoa occidental.

Le 31 mars 1957, le New Zealand Reparation Estates a été officiellement transféré au Gouvernement du Samoa occidental; les amendements nécessaires ont été promulgués par le corps législatif en Nouvelle-Zélande au mois d'octobre 1956.

Comme le disait il y a quatre ans environ le premier Ministre de mon pays, lorsqu'il annonçait la décision d'opérer le transfert de cette grande entreprise, l'Autorité administrante a cherché, en le faisant, à aider le nouvel'Etat samoan à se suffire économiquement et à contribuer au développement agricole du Territoire. La valeur des domaines est estimée à 815.000 livres; ces domaines constituent une unité; en leur donnant le statut d'une corporation, le seul souci de l'Autorité administrante a été d'en remettre tout le bénéfice au Samoan, et cela dans toute la mesure du possible.

Je voudrais maintenant, Monsieur le Président, vous demander de bien vouloir donner la parole au Représentant spécial; ce dernier n'a pas besoin que je le présente aujourd'hui; j'ai énuméré ses titres; il est devant le Conseil de tutelle pour la seconde fois en qualité de Représentant spécial. M. Smith sera très heureux d'accorder toute l'aide possible aux membres du Conseil dans l'examen du rapport présenté par l'Autorité administrante. Je vous demande, Monsieur le Président, de l'inviter à prendre place à la table du Conseil.



Sur l'invitation du Président, M. Smith, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle du Samoa occidental sous l'Administration de la Nouvelle-Zélande, prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à M. Smith, Représentant spécial; le Conseil a pleine confiance dans le concours qu'il apportera à nos délibérations. Je lui donne la parole.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je vous remercie pour les paroles de bienvenue que vous venez de m'adresser. Je suis très heureux de me présenter devant le Conseil pour la seconde fois; j'espère pouvoir apporter une contribution utile à l'examen, par le Conseil, de la situation au Samoa occidental.

Les membres du Conseil ont entre les mains le rapport de l'Autorité administrante pour l'année 1956; j'ai le privilège, dans cette déclaration liminaire, d'apporter quelques explications complémentaires et de signaler les événements qui sont survenus au cours des six mois environ qui se sont écoulés depuis la fin de 1956.

Je tiens, dès le début, à souligner un point particulier. Bien que la Nouvelle-Zélande soit l'Autorité administrante de ce Territoire et ait présenté un rapport en tant que telle, les modifications constitutionnelles qui viennent d'être effectuées sont telles que de nombreux aspects du gouvernement se trouvent maintenant entièrement entre les mains des habitants des îles. L'Assemblée législative, qui élabore les lois et contrôle les finances du Territoire, comprend maintenant trois membres fonctionnaires seulement et le Haut-Commissaire, qui est à la tête du pouvoir exécutif, doit agir, en ce qui concerne la plupart des questions, conformément aux avis du Conseil exécutif qui comprend maintenant deux fois plus de membres élus que de fonctionnaires. Par conséquent, la politique et les mesures prises en ce qui concerne une partie très importante du domaine du gouvernement relèvent essentiellement de décisions locales et le rôle de la Nouvelle-Zélande tend à devenir de plus en plus celui d'un guide et d'un conseiller.

Lorsque le Conseil a discuté, pour la dernière fois, la situation dans le Samoa occidental, à sa dix-huitième session, le Conseil exécutif venait d'être élargi par l'adjonction de deux nouveaux membres élus. Le changement formel prévu par le Samoa Amendment Act de 1956 est intervenu peu après, le 14 septembre, lorsque le Haut-Commissaire a conféré aux membres du Conseil - et, à cet égard, je désire renvoyer les membres du Conseil à la page 156 du rapport où ils trouveront le détail des membres et de leurs portefeuilles - le pouvoir d'administrer leurs départements et il a rendu chacun d'eux responsable du fonctionnement de son propre département. Avant ce changement, les membres fonctionnaires étaient responsables devant le Haut-Commissaire et l'Assemblée législative de l'administration de chaque département, bien qu'ils eussent auprès d'eux des membres élus localement. Maintenant, le membre responsable de chaque département demande lui-même les crédits nécessaires, explique et justifie la politique de son département devant l'Assemblée, traite des affaires du département devant le Conseil et fait fonction, à tous égards, de chef du Ministère. Chacun des trois membres fonctionnaires agit également comme chef d'un département et, le cas échéant, conseille ou assiste les membres élus lorsqu'ils ont besoin d'aide. Il est normal de prévoir que les connaissances, la confiance et la capacité des membres élus différeront; mais tous ont entièrement en mains leur département et, maintenant, un ou deux seulement d'entre eux ont parfois besoin d'assistance. Pendant l'étape suivante, qui commencera l'année prochaine, le membre fonctionnaire qui agit en tant que Secrétaire du gouvernement se retirera du Conseil exécutif et il ne restera alors, aussi longtemps que cela sera nécessaire, que le Trésorier et le Procureur comme membres fonctionnaires au sein du Conseil et à l'Assemblée législative.

Depuis le 1er septembre 1956, date à laquelle le Samoa Amendment Act de 1956 est entré en vigueur, le Haut-Commissaire, comme chef de la branche exécutive du gouvernement, est tenu de se concerter avec le Conseil exécutif dans l'exercice de tous les pouvoirs qui lui sont conférés, à l'exception de certains pouvoirs réservés et, aux termes de cette loi, des questions qu'il juge trop insignifiantes ou trop urgentes pour que le Conseil puisse donner son avis à temps. En pratique, il sollicite l'avis du Conseil sur toutes les questions, excepté celles qui sont trop secondaires pour qu'il y ait lieu de prendre le temps du Conseil. De plus, il est tenu d'agir conformément aux avis du Conseil toutes les questions

sur lesquelles la loi lui impose de consulter le Conseil. Ainsi, le pouvoir d'action indépendante du Haut-Commissaire a été sensiblement réduit, tandis que les pouvoirs du Conseil exécutif ont été augmentés de façon correspondante. Ces changements se sont effectués doucement; mais, grâce à eux, le contrôle de la branche exécutive du gouvernement, pendant l'année écoulée, est passé, dans une très grande mesure, entre les mains des membres localement élus de l'Assemblée législative, qui sont également membres du Conseil exécutif.

En ce qui concerne l'organe législatif, la fin de 1956 et la première moitié de 1957 ont été une période de consolidation, d'adaptation aux changements et de préparation aux modifications importantes qui doivent prendre place vers la fin de 1957.

Le mandat de trois ans de l'Assemblée actuelle a été prolongé de quelques mois et, ainsi, la vie de l'Assemblée prendra fin juste avant les élections générales qui sont prévues pour novembre de cette année. Cette prolongation, qui avait été envisagée et acceptée en 1955, aura pour effet que le mandat de l'Assemblée législative et du Fono des Faipoulés s'achèveront à peu près en même temps. Ces deux organismes seront alors remplacés par le nouvel organe législatif à Chambre unique de 48 membres.

Les cinq membres européens seront élus par tous les résidents qui sont classés comme Européens, de la façon habituelle, et les 41 membres samoans seront élus par les Matais dans les divers districts. Bien entendu, les 48 membres se composent des 41 Samoans et des membres fonctionnaires. A cette fin, un registre a été préparé. Il comporte les noms de tous les titulaires de titres Matais au Samoa occidental et les listes électorales seront établies sur la base de ce registre.

Pendant la session de l'Assemblée législative, en mars et avril de cette année, trois ordonnances ont été adoptées, traitant respectivement de l'établissement de Conseils fixant les salaires, de la préparation du registre des Matais et des dispositions relatives aux traitements à verser aux conseillers exécutifs, aux membres de l'Assemblée, aux juges samoans et aux autres personnes qui sont rémunérées sur les fonds publics, mais qui ne relèvent pas du Commissaire de la fonction publique.



M. Smith (Représentant spécial)

Une grande partie de la session a été consacrée à l'examen et à l'approbation des prévisions de dépenses pour l'année et les membres ont exercé pleinement leur droit de soulever des questions d'intérêt général pour les soumettre à une discussion publique en introduisant des motions en vue d'une action de la part du gouvernement. Trois de ces motions ont été d'un grand intérêt et d'une importance considérable pour le Territoire. La première demandait que le gouvernement agisse pour stimuler l'industrie du tourisme et le fait qu'elle ait été repoussée à une forte majorité montre, comme cela est évident depuis quelques années, que le grand développement de l'industrie du tourisme n'a pas l'appui d'un vaste secteur de la population samoane. Une seconde motion proposait que, à partir du début de 1958, le Comité du coprah reprenne aux commerçants et négociants l'achat direct du coprah au producteur. Cette motion a pris forme d'une recommandation au gouvernement et elle est maintenant examinée par un Comité spécial du Conseil exécutif. Ce n'est pas une entreprise dans laquelle on puisse se lancer à la légère et des préparatifs minutieux s'imposeront si l'on veut commencer avec l'assurance d'avantages économiques pour les producteurs de coprah. La troisième proposition, émanant d'un membre samoan, était qu'on revienne au système qui avait été établi par l'ancien gouvernement allemand et qui a été appliqué pendant les dix premières années de l'Administration néo-zélandaise. Ce système exige que tous les adultes mâles recherchent et détruisent les rhinoceros beetles à raison d'un jour par semaine. Cette question a été récemment examinée par le Conseil exécutif qui a décidé que le système d'inspection existant, qui prévoit l'intervention d'inspecteurs du Département de l'agriculture et des comités de village non obligatoires était efficace et infiniment préférable au système obligatoire envisagé.

Une étape capitale dans le transfert du pouvoir aux mains des Samoans a été achevée lorsque la Western Samoa Trust Estates Corporation a été établie et a repris tous les avoirs et toutes les obligations des New Zealand Reparation Estates au 1er avril 1957. La Nouvelle-Zélande, à aucun moment, n'a tiré bénéfice des activités de cette entreprise et les recettes ont été utilisées pour le progrès économique et social du Samoa. Aujourd'hui, tous les avoirs, plus les recettes non distribuées, ont été remis au peuple samoan.



MG/JC

T/FV.828  
- 9/10 -

W. Smith (Représentant spécial)

Le Samoa Amendment Act (No 2) de 1956, qui a été adopté et appliqué en octobre dernier, prévoit qu'à partir d'une date à fixer - elle a été ultérieurement fixée au 1er avril 1957 - tous les avoirs de l'entreprise devaient être placés dans une société se composant de :

- a) Quatre membres désignés par le Haut-Commissaire;
- b) Un membre désigné par le Ministre;
- c) Le Directeur général de la société;
- d) Le Directeur de l'agriculture du Samoa occidental.

Le Haut-Commissaire (sur l'avis du Conseil exécutif) a désigné les chefs suprêmes Tupua Tamasese, Malietoa Tanumafili et Mata'afa Faumuina Fiane Mulinu'u, avec M. Edward Annandale, planteur et homme d'affaires local, comme étant ses candidats. Le Ministre a désigné un planteur local expérimenté, M. Kurt Meyer, et MM. P.W.H. Kelly et B.V. Farham sont membres d'office parce qu'ils sont respectivement directeur général de la Société et directeur de l'agriculture.

L'Honorable Tupua Tamasese a été désigné Président de la Société qui possède tous les pouvoirs nécessaires pour diriger les Estates dans l'intérêt de Samoa mais qui ne peut vendre des terres sans le consentement du Haut-Commissaire et du directeur (M. Meyer), désigné par le Ministre néo-zélandais du Territoire des îles. Cette disposition a été introduite afin que la politique de la Nouvelle-Zélande, qui consiste à maintenir les Estates intacts comme entreprises rapportant au revenu, continue d'être suivie au moins jusqu'à la pleine indépendance du Territoire. La Société est tenue d'observer les directives de principe arrêtées par le Conseil exécutif et qui lui sont communiquées par le Haut-Commissaire. Les bénéfices annuels de la Société, après que l'on ait fait les réserves nécessaires pour le maintien de certains fonds, sont à verser à un compte spécial dans les caisses du Samoa-Occidental. Les sommes de ce fonds spécial doivent être utilisées pour le bien-être et l'intérêt économique et social des habitants du Samoa-Occidental, de la façon que décidera l'Assemblée législative.

Conformément aux vœux du Conseil de tutelle, exprimés dans la résolution No 2 prise au cours de sa dix-huitième session et conformément à la politique établie de l'Autorité administrante, des mesures ont été prises en vue d'étendre la compétence des autorités législative et exécutive samoane pour les questions réservées. En octobre 1956, la législation a été amendée sur ce point par le Parlement néo-zélandais et je voudrais citer un passage du discours prononcé par le Ministre du Territoire des îles lorsqu'il a introduit le projet de loi au Parlement. Le Ministre a dit, et je cite :

(interprétation de séance)

"Les seules restrictions apportées à l'autorité de l'Assemblée législative au Samoa-Occidental de promulguer des lois pour le Territoire portent sur le domaine de ce qui est connu comme 'sujets réservés' et 'mises en oeuvre réservées'. Il y a une différence entre les deux. Ces derniers comportent les

parties du Samoa Act de 1921 qui traite de la Constitution du Territoire, de ses tribunaux, de son Code Pénal et de ses fonctions publiques. Dans ces questions, l'Assemblée législative n'est pas dans l'interdiction de promulguer des lois, mais est simplement mise dans l'impossibilité de promulguer des lois qui vont contre les dispositions de la loi principale. Quant au domaine des 'sujets réservés', l'Amendment Act de 1947, prévoyait que l'Autorité de l'Assemblée ne lui permettrait pas de promulguer des lois relatives à la défense, aux affaires extérieures et à quoi que ce soit qui affecte le titre de Sa Majesté à l'égard d'une terre quelconque.

La Clause 2 (du projet de loi) modifie les 'sujets réservés' comme se rapportant à la défense et aux terres afin de permettre à l'Assemblée législative de promulguer des lois, d'abord, en ce qui concerne la défense lorsqu'il s'agit de l'établissement de forces de défense locale. Le Samoa-Occidental pourrait vouloir imiter le Tonga, par exemple, et établir une sorte de petit groupe de surveillance côtier ou une petite unité de défense locale. Ceci lui permettra de le faire en vertu de sa propre législation s'il le désire. Dans le deuxième cas, en ce qui concerne les terres, le but poursuivi serait de permettre au Gouvernement de Samoa d'exercer une autorité sur ses propres terres. Les terres appartenant au Gouvernement samoan sont maintenant très étendues. Les terres ne restent 'sujets réservés' que dans la mesure où les terres de Samoa sont détenues selon le droit du Gouvernement néo-zélandais; par exemple, l'aéroport de Samoa est dans cette catégorie; c'est un 'sujet réservé' en ce qui concerne la législation du Samoa-Occidental.

La Clause 3 réduit le nombre de 'mises en oeuvre réservées'. De ce fait, l'Assemblée législative aura le pouvoir de légiférer sur ces questions, encore que les amendements puissent être contraires aux sections pertinentes du texte primitif. Ceci élargit le pouvoir de l'Assemblée législative de faire des lois relatives au Samoa-Occidental. En vertu de la Clause 4, le Haut-Commissaire sera tenu de consulter le Conseil exécutif dans l'exercice de ses pouvoirs conformément à certaines sections de la loi principale, encore que les sections en question soient des 'mises en oeuvre réservées'.

Ici encore, la note explicative comporte une liste de ces mises en oeuvre réservées. L'on a voulu placer l'objet de ces différentes mises en oeuvre dans le cadre de l'autorité statutaire du Conseil exécutif par opposition à l'Assemblée législative, pour permettre de prendre des décisions en consultation avec le Haut-Commissaire".

Ceci est la fin de la citation, mais ensuite le Ministre a ajouté qu'il n'était pas possible de donner des pouvoirs complets à l'Assemblée législative pour ces questions particulières; le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande désirait accorder au peuple samoan plus d'autorité et de responsabilité dans la conduite de ses propres affaires. Pour cette raison, la clause en question était destinée à créer une sorte de moyen terme entre le domaine des mises en oeuvre réservées et celles qui n'étaient pas réservées. Il s'agissait d'une disposition toute transitoire.

Comme la population samoane augmente à un rythme si accéléré, l'Administration continue de se préoccuper avant tout d'encourager et d'aider les producteurs samoans à développer la production de leurs produits alimentaires, tant pour la consommation domestique que pour l'exportation. Le Département des travaux publics consacre la plus grande partie de ses ressources à l'achèvement du système de grands routes autour des deux îles, et son but est maintenant en vue. Ces quelques derniers mois, l'on a achevé deux autres tronçons de routes difficiles traversant des champs de lave, et il ne reste maintenant plus qu'une lacune de douze milles à peu près qu'il faut combler pour créer une bonne route qui fasse complètement le tour de l'île de Savaii.

Une fois que l'on aura fourni l'accès à des terres nouvelles, ainsi qu'un débouché pour les marchés de leur production, on se consacrera aux meilleures possibilités de les utiliser. L'année dernière M. A.C.S. Wright du Département de la recherche scientifique et industrielle de la Nouvelle-Zélande a poursuivi une étude intensive des sols et types de sols dans le Samoa-Occidental et il est en train de rassembler les résultats produits par ces engrais et ces cultures dans les différents types de sols. Ces renseignements sont immédiatement à la disposition du Département de l'agriculture du Samoa qui, à son tour, est maintenant en mesure de communiquer ces renseignements aux agriculteurs samoans.



L'Administration estime que l'avenir économique du Samoa-Occidental sera déterminé par le degré de succès auquel elle aura pu élever le niveau d'efficacité de la production agricole des villages. Il n'y a guère de possibilité d'augmenter la production dans les grandes plantations et le gros de la production agricole des villageois samoans provient de ceux d'entre eux qui continuent de travailler surtout en suivant des méthodes traditionnelles qui exigent l'utilisation de terres toujours plus étendues. Le Territoire a maintenant un Département de l'agriculture, avec un personnel complet de spécialistes qualifiés, et ceux-ci, avec leurs assistants samoans, ont entrepris un programme de démonstration, d'inspection, d'amélioration des cultures, de lutte contre les parasites, etc. Le Service des inspecteurs de plantations samoan (pulefa'atoaga) a été réorganisé pour que ses hommes constituent un moyen plus efficace d'aider les fermiers samoans. Le Département de l'agriculture a également pris des mesures en vue d'améliorer les méthodes de pêche. Un de ces collaborateurs samoans, Au'apa'au T a été envoyé à Noumea pour suivre des cours de pisciculture pendant trois mois, fournis par la Commission du Sud-Pacifique, et il a également recueilli, aux fins de publication, des renseignements utiles aux pêcheurs locaux.

Parmi les trois principaux produits d'exportation du Territoire, la production du coprah a légèrement augmenté pendant 1956, tandis que la production du cacao et des bananes a baissé pour diverses raisons, dont le mauvais temps, l'utilisation de sols moins fertiles, certaines maladies de plantes, et une pénurie saisonnière d'autres aliments. Les cours du coprah et du cacao sur le marché mondial ont poursuivi leur tendance descendante, mais le prix tiré des bananes, qui sont toutes vendues en Nouvelle-Zélande, a légèrement augmenté.

A la fin de cette année, le contrat de dix ans pour la vente du coprah du Territoire au Ministère britannique de l'alimentation prendra fin et de nouvelles dispositions pour la vente de la production future sont en cours de négociation. Un membre samoan du Conseil exécutif, M. Tualaulolei, s'est récemment rendu en Grande-Bretagne comme représentant du bureau samoan du coprah, pour ces négociations. Afin d'encourager une production de meilleure qualité, le Comité du coprah a, pendant l'année 1957, mis en application un système de prix différentiels en vertu duquel une prime est accordée au coprah de qualité supérieure.

A mesure que l'agriculture se répand dans l'intérieur des terres, en partant de la bande côtière où les Samoans ont vécu pendant des siècles, l'approvisionnement en eau devient un problème de plus en plus aigu. Le sol volcanique poreux absorbe l'eau souterraine qui émerge ensuite en sources utiles au niveau de la mer, mais qui, souvent, laisse la surface du sol des terres intérieures complètement dépourvue d'eau. Pendant le deuxième semestre de 1956, deux géologues du Ministère de la recherche scientifique et industrielle de Nouvelle-Zélande ont fait une étude approfondie de la structure géologique des îles en vue de promouvoir des méthodes susceptibles de capter les eaux souterraines et d'amener l'eau à la surface en quantité suffisante. Leur rapport a été récemment achevé et il est maintenant à l'étude.

L'Administration reconnaît que l'expansion économique exige un programme équilibré d'épargne et d'investissements de capitaux pour la production. Les établissements financiers locaux, qui suffisent aux besoins du commerce, n'ont cependant pas été en mesure de fournir des investissements suffisants provenant de l'épargne privée ou publique dans le Territoire. Après les discussions qui ont eu lieu au début de cette année entre les deux gouvernements et les consultations avec la Bank of New Zealand et la Reserve Bank of New Zealand une équipe d'études financières de trois hommes a été désignée pour examiner ces questions et les problèmes connexes. L'un de ces problèmes connexes est l'organisation de services bancaires pour le Territoire, dans l'avenir. Il en a beaucoup été question par le passé et l'on espère qu'un programme d'action clair et net se dégagera de cet examen. Les membres de cette équipe se sont récemment rendus au Samoa pour des discussions sur place et l'on attend leur rapport et leurs recommandations dans un très proche avenir.

Pendant les douze derniers mois, il y a eu une augmentation très marquée de la croissance des sociétés coopératives, ce qui témoigne de la solidité du travail préalable d'organisation et de préparation dans ce domaine. En 1956, le nombre de sociétés enregistrées est passé de 7 à 19, et le 11 juin dernier, date à laquelle j'ai quitté le Territoire, leur nombre était de 29. Toutes les nouvelles sociétés enregistrées en 1957 sont du type commerce de détail, mais, à l'heure actuelle, des négociations en vue de la formation éventuelle d'une coopérative de plantations se poursuivent à Savai'i. On espère que l'on trouvera ainsi le moyen de surmonter certaines difficultés afférentes au régime foncier qui entravent le développement des plantations. Le Registrar communique que le niveau de la gestion et de la comptabilité dans les sociétés est bon et va en s'améliorant rapidement.

Je suis très heureux de pouvoir dire également que le premier adjoint samoan du Registrar, M. Amoa Tausilia, a été envoyé suivre un cours de formation coopérative au Danemark, sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies et du Mouvement coopératif danois.

Comme les membres du Conseil de tutelle avaient, dans le passé, marqué quelque inquiétude au sujet de la lenteur apparente du développement des coopératives à leur début, je voudrais dire que les facteurs qui, de l'avis du Registrar des coopératives avaient entravé leur croissance sont les suivants :

1. La concurrence commerciale dans ce petit pays très compact, est vive et l'exploitation par les commerçants n'est pas un problème. Donc l'un des stimulants qui contribuent à la création de coopératives de commerce fait défaut.

Il est souvent difficile pour les villageois samoans de trouver les capitaux nécessaires parce que le revenu en espèces des membres éventuels est sollicité de divers côtés.

L'habitude d'acheter à crédit. Les coopératives bien entendu, appliquent de façon rigide la politique de la vente au comptant, mais les Samoans sont souvent en mesure de profiter des crédits accordés par les commerçants.



A l'heure actuelle, les sociétés déjà établies s'efforcent de mettre sur pied leur propre organisation d'achats en gros sur une échelle suffisante pour les rendre indépendantes par rapport aux entreprises de gros commerciales, mais la principale difficulté réside dans l'obtention de capitaux suffisants.

A sa seconde session, en 1956, l'Assemblée législative du Samoa-occidental a réexaminé la nécessité d'une législation du travail dans le Territoire et a désigné un Comité de sept membres pour étudier les dispositions du projet de loi sur le travail qui avait été introduit précédemment et pour recommander les mesures à prendre. Le Comité a présenté son rapport à l'Assemblée en avril de cette année et a recommandé que la législation de base soit rédigée à nouveau de façon différente. Il a aussi recommandé que l'on agisse rapidement en vue de prévoir un mécanisme de conciliation et d'arbitrage dans les conflits du travail, la fixation de salaires minimums et de congés payés. Conformément à ces recommandations, une ordonnance de "conseils de salaires" a été préparée et adoptée par l'Assemblée en mai dernier. En bref, cette ordonnance prévoit la création de conseils de salaires composés en nombre égal de représentants des travailleurs et des employeurs de toutes les industries avec, en outre, trois membres indépendants. Ces conseils seront chargés de rendre compte de toutes les questions qui intéressent les conditions de travail dans leurs industries respectives et, en particulier, recommanderont l'adoption de barèmes de salaires et de dispositions relatives aux congés. Si ces recommandations sont acceptées, elles seront transformées en règlements émanant du Haut-Commissaire, avec, bien entendu, l'approbation du Conseil exécutif.

Le Samoa Amendment Act (No 2) de 1956 qui, ainsi que je l'ai déjà dit, a été établi en octobre dernier, contient des mesures législatives nouvelles destinées à donner une place plus satisfaisante au contrôle et à la vente de l'alcool dans le Territoire. Dans les grandes lignes, le principe est que la vente et l'emploi de boissons alcooliques seront soumis au contrôle, dans l'intérêt des habitants autochtones du Territoire, et la loi applique les recommandations de la Commission d'enquête relative au système d'approvisionnement et de vente des alcools.

Les dispositions précédentes, selon lesquelles seul le Haut-Commissaire peut importer des boissons alcooliques, et qui en interdisent la fabrication dans le Territoire, demeurent en vigueur et l'Assemblée législative, en vertu



de l'ordonnance, a pouvoir pour constituer un comité de contrôle des boissons alcooliques et pour exercer un contrôle sur la vente et la consommation de l'alcool dans le Territoire. Toute vente échappant au système de contrôle ainsi prévu est interdite.

Depuis la dernière fois où le Conseil s'est occupé du Samoa occidental, les conditions relatives à l'administration de la santé publique dans le Territoire ont marqué un progrès très net. Il y a maintenant des effectifs complets de fonctionnaires médicaux qualifiés et une excellente coopération existe entre eux et les médecins samoans.

Deux cours très bien organisés d'assainissement ont eu lieu avec l'aide de l'OMS, et deux médecins samoans suivent à l'heure actuelle des études à l'étranger. L'un d'eux suit un cours de santé publique d'une durée de six mois à l'Université d'Otago, en Nouvelle-Zélande, et l'autre participe à un cours d'une moins longue durée donné par la Commission du Pacifique Sud, en Nouvelle-Calédonie, et portant sur l'éducation sanitaire. Une infirmière samoane vient de terminer un cours de diététique à Fidji et une autre suit un cours d'éducation sanitaire donné par la Commission du Pacifique Sud.

Une partie importante du programme est représenté par la campagne anti-pan menée sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé et de l'UNICEF. Cette campagne s'est achevée en 1956 et les premières opérations de vérification sur une grande échelle, qui ont touché 91.394 personnes, ont été terminées en avril de cette année. Les cas d'infaction subsistant encore sont très peu nombreux et une équipe chargée spécialement de la vérification s'occupe actuellement de détecter ces cas afin d'éliminer toutes traces de la maladie.

Le projet dont s'occupera ensuite le département de la santé consistera en une campagne sur une grande échelle contre la tuberculose. L'aide de l'OMS a été demandée, à cet égard, pour 1959. Si le projet essentiel est approuvé, on prévoit que des enquêtes préliminaires auront lieu cette année déjà.

En ce qui concerne l'éducation, je n'ai pas grand chose à ajouter aux renseignements donnés dans le rapport. On procède actuellement à la construction de dortoirs au collège de Manoa et les installations pour les jeunes gens seront terminées dans quelques mois. Les installations pour les jeunes filles seront achevées au début de l'année prochaine et le collège pourra alors assurer pleinement son programme d'internat secondaire destiné à desservir l'ensemble du Territoire. Maintenant qu'il est possible de satisfaire tous les besoins courants de l'enseignement secondaire, il est envisagé de ne plus accorder de bourse pour envoyer des élèves en Nouvelle-Zélande jusqu'à ce que ceux-ci aient obtenu le certificat d'étude néo-zélandais correspondant à la classe V. Des sommes croissantes seront destinées aux bourses devant être accordées aux étudiants ayant dépassé ce niveau et désirant poursuivre des études supérieures.

Des plans sont également établis en vue de développer l'école d'agriculture d'Avele afin d'en faire un collège d'agriculture régional pouvant desservir non seulement le Samoa, mais également les îles Cook et Tokelau et peut-être même aussi Tonga et le Samoa américain.

M. Smith (Représentant spécial)

Dans le domaine de la formation professionnelle, un travail satisfaisant a déjà été accompli et un fonctionnaire expérimenté a été nommé pour assurer cette formation. Des cours ont lieu actuellement pour la mécanique générale, la mécanique spécialisée (moteurs), la plomberie et la menuiserie. Soixante personnes qui, bien qu'expérimentées, n'avaient jamais suivi des cours de perfectionnement, reçoivent actuellement une formation de contremaîtres dans ces diverses branches. Ces cours seront ensuite ouverts à des ouvriers encore moins qualifiés, lorsque les résultats acquis à la suite de ces premiers programmes de formation auront pu être vérifiés.

En ce qui concerne les services publics, un plan provisoire pour la formation systématique de personnes destinées à remplacer les fonctionnaires supérieurs détachés a été établi par le commissaire à la fonction publique, et des cours d'entraînement pour les agents de contrôle intermédiaire ont débuté ce mois. Des fonctionnaires locaux sélectionnés parmi ceux qui occupent les positions les plus élevées dans la fonction publique seront envoyés en Nouvelle-Zélande afin d'y recevoir une expérience plus poussée en matière d'administration.

Je voudrais ajouter que deux fonctionnaires nés dans le pays et d'ascendance en partie samoane ont été nommés à la tête des départements de la radio et de la police respectivement. Ces deux fonctionnaires avaient été envoyés en Nouvelle-Zélande pour parfaire leur instruction et prendre contact avec les méthodes utilisées là-bas. De plus, comme je l'ai dit, un fonctionnaire samoan est en train de se rendre au Danemark pour y suivre un cours de formation en matière de coopératives, et un autre Samoan vient de terminer, en Australie, un cours d'ingénieurs spécialisés dans les questions de réfrigération.

Ces derniers mois, trois étudiants de Samoa ont reçu des diplômes dans des universités d'outre-mer. W. Williams a terminé ses études de médecine en Nouvelle-Zélande et a reçu le diplôme M.B. et le diplôme Ch. B. Il a l'intention de demeurer en Nouvelle-Zélande pendant un certain temps encore afin d'enrichir son expérience dans un grand hôpital néo-zélandais avant de retourner au Samoa. S. Atoa a reçu un diplôme B.A. de l'Université Brigham Young à Salt Lake City et va revenir au Samoa pour y occuper un poste dans le bureau du Commissaire à la fonction publique. Mlle Fana'afi Ma'ia'i a reçu un diplôme B.A. en Nouvelle-Zélande et va poursuivre ses études, grâce à une bourse, afin de recevoir le diplôme M.A. Elle a récemment traduit deux petits livres en samoan à l'intention des enfants des écoles du Samoa.



M. Smith (Représentant spécial)

Monsieur le Président, j'ai essayé, dans cette déclaration, de tracer les grandes lignes de la situation. Je remercie le Conseil de la patience avec laquelle il m'a écouté et je ferai de mon mieux pour répondre à toutes les questions que les membres du Conseil voudront bien me poser en ce qui concerne le Samoa.

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial de sa déclaration. Nous reprendrons cette question la semaine prochaine.

M. Smith se retire.

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINÉE :  
RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINÉE (T/1326; T/L.776 [Point 4 b) de l'ordre du jour] (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Jones, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée sous administration de l'Australie, prend place à la table du Conseil.

Discussion générale (suite)

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Le règlement constitutionnel qui sert actuellement de base à l'administration du Territoire de la Nouvelle-Guinée est la loi intitulée (Papua and New-Guinea Act 1949-1954" qui est entrée en vigueur le 1er juillet 1949 et qui prévoit une union administrative entre le Gouvernement du Territoire de la Papouasie et celui du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. Conformément à cette loi, l'Autorité administrante a créé des organes administratifs et des organes de gouvernement central communs aux deux Territoires. C'est actuellement à Port Moresby, en Papouasie, que se trouvent les bureaux centraux de l'Administration ainsi que le Conseil législatif et la Cour suprême qui ont été créés pour les deux Territoires, cette Cour étant l'organe judiciaire le plus élevé de la Nouvelle-Guinée et ayant seul juridiction générale pour les affaires tant civiles que criminelles.

L'Autorité administrante signale, dans son rapport annuel, que la loi mentionnée contient une déclaration sur l'intention du Parlement du Commonwealth de conserver l'identité et le Statut de la Nouvelle-Guinée, comme Territoire sous tutelle, ainsi que de consacrer au développement et au bien-être de ce Territoire, des sommes qui ne seront pas inférieures au total des recettes publiques encaissées dans le Territoire chaque année.



JH/mi

T/PV.828  
- 24/25 -

M. Kestler (Guatemala)

Bien que l'on nous dise dans le rapport annuel qu'il n'y a pas eu, pendant l'année dernière, le moindre changement à la loi définissant le Statut juridique du Territoire, nous pensons devoir faire quelques brèves observations afin de préciser la position de notre délégation au sujet de la politique suivie en ce moment par l'Autorité administrante. L'heure ne semble pas venue, cependant, de nous livrer à une analyse détaillée du modus operandi de l'union administrative en question.

Il semble que cette analyse relève de la compétence du Comité permanent pour les unions administratives; comme le Conseil le sait, ce Comité examine régulièrement le fonctionnement des unions administratives et fait rapport au Conseil, à chaque session, en ce qui concerne toutes les unions administratives affectant les Territoires sous tutelle dont le Conseil s'occupe.

D'autre part, il faut déterminer comment une union administrative affecte ou peut affecter l'évolution politique, économique, sociale et de l'enseignement du Territoire, notamment le développement progressif du Territoire vers l'autonomie ou l'indépendance, conformément au paragraphe b de l'Article 76 de la Charte.

Bien que la situation actuelle du Territoire de la Nouvelle-Guinée nous soit présentée comme une situation de transition, il est possible d'estimer qu'elle constitue une application peut-être trop large du concept de l'union administrative; car ce concept est appliqué au point que le Territoire est privé d'institutions politiques propres, et qu'il est intégré, sur le plan politique, à la Papouasie, ce qui est contraire au régime de tutelle. En effet, l'objectif à longue échéance du régime de la tutelle est d'attribuer au Territoire l'autonomie ou l'indépendance; cet objectif ne pourra être atteint que si les Territoires sont dotés d'organes de gouvernement central propres, ayant leur siège à l'intérieur des frontières du Territoire, et si on permet à ce Territoire de participer activement au fonctionnement du régime de la tutelle.

D'autre part, il faut reconnaître que le régime d'une union administrative dont fait partie un Territoire sous tutelle ne doit pas aller jusqu'à réglementer tous les aspects de la vie politique et sociale du Territoire au moyen de lois promulguées par un organisme extraterritorial; le régime de l'union administrative doit se borner à l'établissement de certains services publics en faveur des habitants du Territoire.

Telles sont les raisons pour lesquelles nous regrettons que les bureaux centraux de l'administration de la Nouvelle-Guinée soient situés hors du Territoire et que, au point de vue législatif, le Territoire soit régi par un organe politique siégeant hors de ses frontières.

Au cours de la période des questions, le Représentant spécial a déclaré que l'Autorité administrante n'avait pas de plans concrets en vue de doter le Territoire d'un organe législatif et d'un système judiciaire qui lui soient propres. Néanmoins, nous exprimons l'espoir que l'Autorité administrante

ne s'en tiendra pas à cette politique et que, dans un avenir très proche, elle adaptera sa politique aux exigences du régime de la tutelle.

Cependant, il y a plus encore. Lorsque nous passons, avec les réserves que j'ai déjà faites, à l'étude de l'organisation du Conseil législatif de Papouasie et de Nouvelle-Guinée, nous constatons que le degré de développement politique atteint au niveau territorial est encore beaucoup trop limité. En effet, la participation des Néo-Guinéens à cet organisme est extrêmement restreinte; sur les 29 membres, 17 sont des fonctionnaires de l'Administration et 12 sont des membres non fonctionnaires, 3 seulement étant des représentants de la population locale de la Nouvelle-Guinée et de la Papouasie. J'ajoute que la candidature de ces 3 membres autochtones est présentée par l'Administrateur et que ces membres sont désignés sur décision définitive du Gouverneur général.

Répondant aux questions, le Représentant spécial nous a dit également qu'il n'y avait pas de plans concrets en vue d'augmenter le nombre des membres autochtones du Conseil législatif. Il semble que le principal obstacle à l'augmentation de la représentation des Néo-Guinéens soit constitué par la difficulté qu'éprouve l'Administration à trouver, dans la population locale, des éléments qualifiés, des personnes qui soient parvenues à un certain niveau de culture et de développement politique.

C'est en présence de cette situation que, l'année dernière, la Mission de visite avait recommandé que, compte tenu des circonstances particulières au Territoire, la désignation, au Conseil législatif, de personnes employées par l'Administration pourrait être envisagée. Notre délégation s'est déclaré favorable dans une certaine mesure à cette suggestion; étant donné que, pour le moment, le Conseil législatif n'a pas le caractère d'un organe législatif développé, ma délégation admet que l'on puisse y désigner des Néo-Guinéens qui, bien qu'employés de l'Administration, n'ont ni juridiction, ni pouvoirs discrétionnaires, comme c'est le cas pour les instituteurs ou d'autres membres de départements techniques. Nous désirons réaffirmer cette position. Nous pensons toujours que c'est seulement en augmentant le nombre des membres Néo-Guinéens du Conseil législatif qu'il sera possible de faire de ce Conseil un organe représentatif ou un organe d'autonomie. Nous voulons être certains que



L'Autorité administrante réexaminera son attitude et qu'elle envisagera la possibilité d'augmenter le nombre des membres Néo-Guinéens du Conseil législatif, accordant ainsi à la population autochtone une participation progressive au gouvernement jusqu'à ce qu'elle puisse avoir, au sein de cet organe, la majorité qui lui appartient de droit.

Il est superflu d'ajouter qu'une telle mesure ne peut avoir qu'un caractère provisoire et qu'elle ne pourra être mise en pratique que jusqu'au moment où il sera possible de doter le Territoire d'un organe législatif qui lui soit propre et cela dans un délai déterminé.

Nous reconnaissons que l'Autorité administrante a voulu attribuer, quoique dans une mesure très faible, un certain caractère démocratique au Conseil législatif par l'établissement de consultations entre les membres autochtones et les membres d'autres conseils et en facilitant aux membres autochtones leurs déplacements (avec paiement des frais), afin d'organiser des réunions publiques où seront discutées les questions communes, ce qui permettra à la population de se rendre compte de ce qui se passe au Conseil législatif.

Néanmoins, nous estimons qu'il faudrait aller encore plus loin; on pourrait envisager la possibilité de donner un caractère électif - à la place de la désignation pure et simple - à ces postes au Conseil législatif; et cela, même si l'on doit se baser sur un corps électoral très limité; en effet, ce qui importe avant tout, c'est de rechercher, non pas tant à assurer une représentation totale, mais à provoquer une amélioration progressive de la représentation des autochtones au Conseil législatif.

M. Kestler (Guatemala)

L'Autorité administrante a déclaré que la formation de base, pour le fonctionnement d'institutions représentatives en Nouvelle-Guinée, doit commencer au niveau des affaires locales puisque, sur le plan territorial, les obstacles sont nombreux. Ces obstacles sont les conditions particulières au Territoire, la répartition et l'organisation sociale de la population, la diversité des langues, l'absence d'une communauté d'intérêts pour la population, l'état primitif et sauvage de certains secteurs du Territoire. Ce sont là des facteurs qui, sans aucun doute, mènent à une fragmentation politique quasi inévitable.

Nous reconnaissons une certaine valeur à ces arguments. Néanmoins, nous ne saurions penser que la formation de ces Conseils de gouvernement local soit le seul moyen, pour le moment, de veiller au développement politique et à l'éducation du peuple de la Nouvelle-Guinée. Nous ne saurions penser davantage qu'il ne serait pas utile d'avoir des membres néo-guinéens aux conseils de district et de villes parce que ces conseils s'occupent de questions qui ne sont pas autochtones, encore que, dans les villes, il y a des groupes de Néo-Guinéens employés à diverses activités.

Il nous semble donc extrêmement important que, tant dans les conseils de district que dans les conseils municipaux, il y ait des membres néo-guinéens non seulement en raison de la participation que ces membres doivent avoir dans les organismes s'occupant de questions qui intéressent la population à laquelle ils appartiennent, mais parce que, de plus, cette participation constitue une possibilité d'acquérir l'expérience nécessaire à une bonne compréhension des problèmes du Territoire au niveau plus large que le niveau extrêmement réduit qu'est le niveau local.

Sur ce point particulier, le Représentant spécial, dans sa déclaration liminaire, a attiré notre attention sur la récente désignation d'un autochtone comme membre du Conseil consultatif du district de Sepik. Il nous a indiqué que cela faisait partie de la politique générale visant à désigner des autochtones comme membres ou comme observateurs officiels des Conseils de district et de ville. De plus, le fait que d'autres désignations suivront celle-ci ne peut que nous causer la plus profonde satisfaction. Il semble que l'Autorité administrante se propose de consulter les Néo-Guinéens à propos de la formation de certains conseils

régionaux appelés area councils, ceci aux fins d'intégrer les conseils dans certains districts au moment où ils seront suffisamment nombreux et où la communauté d'intérêts sera suffisamment solide. Comme premier pas sur cette voie, on nous a cité le cas des conseils de Nouvelle-Bretagne, qui se réunissent déjà aux fins de discuter des questions d'intérêt commun. On nous a indiqué également que, sur le plan non officiel, il se passe quelque chose de similaire à Rabaul. Ces mesures sont, certes, d'une très grande importance puisqu'elles contribueront à donner aux populations locales une idée plus large de leur vie politique dans le cadre du Territoire vu comme un tout.

Nous estimons qu'il faut reconnaître l'effort de l'Autorité administrante pour la création et le développement de nouveaux conseils de gouvernement local. L'organe appelé Administration Local Government Center a fourni des services considérables dans la préparation de fonctionnaires et la consolidation des conseils, services qu'on ne saurait sous-estimer.

D'autre part, le Représentant spécial nous a déclaré que quatre nouveaux conseils ont été créés depuis la clôture de l'exercice. Ce sont les suivants :

Le Conseil d'Ambenob, dans le district de Madang, le Conseil de But-Boikin, dans le district de Sepik, le Conseil de Tikana, dans le district de Nouvelle-Irlande et le Conseil de Lae-Labu, dans le district de Morobe. Nous sommes certains que l'Autorité administrante maintiendra son intérêt pour le développement d'institutions si importantes pour cet aspect de la vie politique du Territoire. Notre délégation a longuement parlé, l'année dernière, de la question dite des tribunaux autochtones, qui a vivement préoccupé le Conseil et a fait l'objet d'observations des Missions de visite. Pour ne pas nous répéter, nous nous bornerons à confirmer notre position en exprimant l'espoir qu'on donnera à ces tribunaux la compétence nécessaire pour connaître d'affaires civiles d'importance secondaire ou relatives à des coutumes néo-guinéennes que ces tribunaux doivent connaître beaucoup mieux qu'aucun autre du Territoire. Nous continuons de penser qu'il n'y a pas de raison valable pour refuser de créer ces tribunaux et que la surveillance qu'exerceraient, sur le fonctionnement de ces tribunaux, les juges et magistrats des branches ordinaires de la justice, ainsi que le droit de recours dont jouiraient les parties intéressées, donneraient toutes garanties nécessaires pour que le système fonctionne efficacement et normalement.



M. Kentler (Gurtelana)

Commentant une résolution adoptée l'an dernier par le Conseil, l'Autorité administrante déclare que les tribunaux autochtones ne sont, à son avis, ni nécessaires ni souhaitables pour le moment. Nous voulons croire, cependant, qu'elle modifiera son opinion et reconnaîtra l'importance que de telles institutions présentent pour le développement politique du Territoire.

Dans une intervention précédente, nous avons parlé également du problème résultant de la pénurie de fonctionnaires pour pourvoir les postes nécessaires, non seulement dans l'administration ordinaire, mais également dans la plupart des départements techniques. En cette occasion antérieure, nous avons insisté sur l'absence ou l'insuffisance de fonctionnaires administratifs et médicaux, d'instituteurs, d'agronomes, de fonctionnaires du Service de vulgarisation agricole, d'inspecteurs scolaires, de techniciens spécialistes en coopératives, d'officiers de patrouille et d'experts en de nombreuses autres branches, tous éléments indispensables au bon développement du Territoire. C'est avec satisfaction que nous avons appris que la réorganisation et la consolidation générale de la fonction publique ont continué et que, au cours de l'année, il y a eu une augmentation de 145 postes dans l'Administration, que la réorganisation du Département de la santé publique a été achevée depuis la fin de l'année que nous examinons, que le nombre des postes classés dans ce Département passe en ce moment de 399 à 872 et que, enfin, d'autres mesures tout aussi importantes sont en voie d'exécution.

Nous continuons d'espérer que l'Autorité administrante poursuivra ses efforts afin d'obtenir une incorporation progressive des Néo-Guinéens aux postes importants de l'administration du Territoire.

A propos du suffrage, nous avons été frappés par le rapport direct établi entre l'exercice du droit de vote et le paiement de l'impôt. Etant donné les conditions particulières du Territoire, nous pensons qu'un système de cette nature n'est peut-être pas le plus adéquat et le mieux capable de stimuler la participation active des Néo-Guinéens à la vie politique du Territoire.

Nous avons pris note avec intérêt des troubles résultant de luttes tribales, mentionnés par le Représentant spécial dans sa déclaration liminaire. Cependant, faute d'une meilleure connaissance des faits, nous nous abstiendrons de prononcer un jugement sur la décision prise à propos de ces troubles par l'Administration.

Je ne voudrais pas abandonner le domaine politique sans répéter la thèse que nous avons toujours maintenue à propos du problème de l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance, en exprimant la certitude que le Comité de rédaction, qui sera désigné en temps voulu pour ce Territoire, tiendra dûment compte de cette question, puisqu'il s'agit d'un problème résultant de l'application de résolutions catégoriques de l'Assemblée générale et du Conseil de tutelle.

En présentant nos remarques sur le plan économique, nous commencerons par signaler des facteurs dynamiques de l'économie de la Nouvelle-Guinée, principalement au nombre de deux. Le capital privé étranger établi dans le Territoire et le fait que l'Autorité administrante développe des projets et maintient des services généraux, tels que communications, ordre public, santé et enseignement, sont deux facteurs importants. Dans le cas de la Nouvelle-Guinée, on ne saurait guère parler d'une influence dynamique de la part des autochtones dans le développement des activités productives qui supposent une utilisation vigoureuse des ressources naturelles du Territoire. La population autochtone est entraînée par la force de l'action de l'Autorité administrante, de telle sorte que les changements dans l'exploitation des ressources naturelles, qui sont directement de l'intérêt de la population, dépendent de l'intensité et du caractère permanent des efforts de l'Autorité administrante. Devant cette situation, ma délégation juge fort important de répéter les recommandations antérieures du Conseil de tutelle sur ce

point, priant instamment l'Autorité administrante de redoubler ses efforts pour atteindre les objectifs suivants.

En premier lieu, elle devrait s'efforcer de fournir aux autochtones une meilleure formation selon les techniques les plus avancées en matière de cultures commerciales, couvrant tout le processus de la production. Elle devrait favoriser une diffusion intense des principes sur lesquels repose le mouvement coopératif de production, et former le plus grand nombre possible de personnes en leur enseignant tous les aspects de l'utilisation des sociétés coopératives, en recourant aux installations et services existants ainsi qu'aux possibilités nouvelles que l'Autorité administrante jugera bon d'offrir à la population. Elle devrait maintenir sa politique de protection des intérêts autochtones à propos de la terre. Il conviendrait ici d'agir avec beaucoup de circonspection en matière d'aliénation et de location de terres, de façon à réserver, en tout état de cause, suffisamment de terres pour répondre aux besoins actuels et futurs d'une population qui croît constamment. Elle devrait chercher à assurer par tous les moyens possibles que les entreprises étrangères, dotées des capacités financières nécessaires, apportent davantage de contributions au budget du Territoire, proportionnellement aux bénéfices que ces entreprises retirent de leurs opérations dans ce Territoire. Enfin, elle devrait donner plus d'élan aux dépenses afférentes aux biens d'équipement, particulièrement dans le domaine des transports et communications.

Bien entendu, tout accent que l'Autorité administrante tente de porter sur un aspect particulier des activités du Territoire devra se fonder entre autres sur une connaissance précise des possibilités en ressources naturelles - ce qu'il n'est possible d'atteindre que par une recherche scientifique et systématique en ce qui concerne ces ressources. A cet égard, nous avons relevé avec intérêt les enquêtes effectuées par la "Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization" qui ont déjà porté sur la zone de Gogol-Upper Ramu, et qui se poursuivront probablement sur les hautes terres du Territoire. Nous exprimons l'espoir que les travaux de cette Organisation, parvenus à l'étape finale, seront portés à la connaissance des membres du Conseil de tutelle, car les résultats de ces enquêtes représentent des éléments spéciaux permettant au Conseil d'évaluer les perspectives et les possibilités de développement du Territoire.



A propos des enquêtes de la "Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization", nous tenons également à exprimer l'espoir que ces recherches constitueront un des éléments fondamentaux du développement économique planifié de la Nouvelle-Guinée, capable de fixer des objectifs à réaliser à moyen et long termes. Cette planification s'avère toujours plus nécessaire pour se faire une idée plus nette de la direction suivie par l'Administration du Territoire. Nous n'avons pas oublié que cet élan accru du développement de la Nouvelle-Guinée, que nous voudrions voir se réaliser le plus rapidement possible, exige une aide financière considérable, tant de la part du Fonds public australien que de fonds privés. Nous reconnaissons que le Gouvernement de l'Australie a augmenté ses dons à titre de contribution au budget territorial, les sommes ainsi parvenues au cours du dernier exercice s'élevant au montant important d'environ cinq millions de livres.

Cette somme représente plus du double des revenus internes qui sont tités des impôts indirects. Le fait qu'il n'y ait pas à ce jour d'impôts directs comme source de revenus territoriaux, et compte tenu du nombre croissant de sociétés inscrites dans le Territoire ou d'origine étrangère qui ont des capitaux importants, nous nous demandons si la politique de l'Autorité administrante qui ne réinvestit pas les bénéfices de ces entreprises, a été une politique très juste, compte tenu des besoins du Territoire. Nous croyons que tout au moins les entreprises qui ont disposé de suffisamment de temps pour établir solidement leur situation et qui ont des possibilités financières grâce aux bénéfices acquis, devraient contribuer à alimenter le budget territorial dans une proportion raisonnable de leurs bénéfices.

Nous avons noté que cette question des impôts directs est étudiée par l'Autorité administrante et que, peut-être, l'on nous fournira des données concrètes à ce propos dans le prochain rapport.

Nous ne voudrions pas terminer ces brèves observations quant au développement économique et financier, sans mentionner le mouvement coopératif dont l'on constate le développement dans le Territoire.

Il est particulièrement satisfaisant de noter que le nombre des sociétés coopératives est parvenu à 96. Ce résultat est, je crois, tout à l'honneur des efforts consentis par l'Autorité administrante qui a su éveiller l'intérêt des autochtones pour cette forme d'organisation commerciale.

Puisque les coopératives constituent dans le Territoire la seule forme d'organisation qui ait la pleine participation de l'élément autochtone, nous souhaiterions disposer de renseignements plus détaillés quant au fonctionnement de ces coopératives, aux résultats de la vérification des comptes et au montant des bénéfices répartis entre les membres.

Nous ne voudrions pas que l'enthousiasme éveillé par les coopératives soit affaibli pour des raisons de mauvaise administration, de fraude dans les comptes ou de plainte qui ne serait pas prise en considération. Pour ces raisons, nous voudrions que le chapitre consacré aux coopératives dans le rapport annuel de l'Autorité administrante soit plus étendu afin que l'on puisse nous y donner tous les renseignements possibles, ce qui nous permettrait d'avoir un tableau complet des activités de ces sociétés et de la satisfaction que peuvent offrir aux membres de ces coopératives les résultats obtenus par ces dernières.

Le représentant de l'OAA nous a parlé, entre autres choses, de l'insuffisance en protéines dans l'alimentation de la population autochtone, à propos des efforts de l'Autorité administrante pour développer l'industrie de la pêche.

Dans un milieu tel que celui du Territoire sous tutelle qui nous intéresse, entouré par l'Océan et doté de fleuves importants, il nous semble assez étrange que cette industrie de la pêche soit la dernière à retenir l'attention des autorités. Ceci semble plus étrange encore si l'on songe aux insuffisances alimentaires que l'on peut imaginer et qui existent dans le régime alimentaire des familles, et si l'on songe surtout que l'on est obligé d'importer du poisson. C'est pourquoi notre délégation a relevé avec intérêt les projets de l'Autorité administrante relatifs au développement des activités de la pêche commerciale. Nous espérons que l'on fournira à la population les moyens nécessaires pour que ces activités puissent se développer avec le plus grand succès.

Sur le plan social, l'Autorité administrante nous indique que tous les éléments de la population jouissent des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sans discrimination de race, de sexe, de langue ou de religion, sauf dans la mesure où l'on a jugé nécessaire de conserver certaines dispositions relatives aux autochtones, pour protéger leurs intérêts, particulièrement dans les domaines de l'acquisition de la terre, du commerce, et de l'emploi dans l'industrie.

Nous avons néanmoins constaté avec quelque peine qu'il continue d'exister certaines limitations à la liberté de déplacement des Més-Guinéens habitant dans les villes. L'année dernière, nous avons exprimé l'avis que, s'il existe une police organisée et efficace, c'est à elle qu'il appartient d'assurer le maintien de l'ordre dans les villes. En conséquence, la réduction de la limitation des déplacements et de la circulation à certaines heures, de 11 heures du soir à 5 heures du matin n'est pas suffisante et nous pensons que l'Autorité administrante doit éliminer entièrement toute limitation à la liberté de mouvement, compte tenu de la résolution adoptée antérieurement par le Conseil, l'année dernière, compte tenu également de la préoccupation toujours exprimée au Conseil par les diverses délégations.

Nous pourrions en dire autant, ou presque, à propos du pouvoir accordé à l'Administrateur, qui lui permet d'exiger la déportation d'habitants autochtones lorsque, à son avis, leur résidence en certaines régions peut mettre en danger



la paix et l'ordre public. Encore qu'on nous ait dit que ce pouvoir est exercé dans certaines limites et sous certaines conditions (par exemple il ne peut être exercé sans consultation préalable de la population intéressée), notre délégation estime que ce pouvoir est contraire à la liberté de mouvement, et elle espère vivement, en conséquence, que dans un avenir très proche cette mesure disparaîtra.

Une question qui a profondément préoccupé le Conseil est celle des châtiments corporels. A sa dix-huitième session, le Conseil a recommandé l'abolition totale des châtiments corporels. Néanmoins, lorsque nous avons posé des questions à ce sujet au Représentant spécial, il nous a dit que, bien que la politique de l'Autorité administrante vise à supprimer graduellement les châtiments corporels au moment où elle le jugera opportun, cette peine s'applique cependant encore actuellement, avec certaines restrictions : les châtiments sont appliqués avec des baguettes légères, en privé, sous contrôle, avec un nombre de coups limité. Notre délégation estime que non seulement c'est une action peu efficace, mais encore qu'elle est contraire à la dignité de l'homme, et elle espère que l'Autorité administrante modifiera sa position et éliminera intégralement les châtiments corporels.

M. Kestler (Guatemala)

A propos de la condition sociale de la femme, nous avons pris note avec satisfaction des efforts réalisés par l'Autorité administrante pour élever le niveau de la femme et la placer sur un pied d'égalité avec l'homme. Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial nous a parlé du plan qui consiste à établir un comité consultatif central avec des sous-comités de districts, destinés à représenter les intérêts locaux de la femme autochtone et à prendre des mesures propres à améliorer la condition de la femme. Il est à souhaiter qu'à mesure que ces projets prendront une forme concrète, la femme néo-guinéenne aura la possibilité de bénéficier d'une protection efficace de ses droits et de sa position au sein de la famille et de la collectivité.

En matière de travail, la Native Administration Regulation autorise le travail obligatoire dans les plantations et les cultures situées dans des régions que l'Administrateur aurait pu désigner comme exposées à la famine ou à une insuffisance de produits alimentaires. Nous espérons que la nouvelle Ordonnance du travail, qui est sur le point d'être promulguée, envisagera la suppression totale du travail obligatoire, celui-ci ne pouvant être considéré que comme contraire au principe universellement admis selon lequel le travail doit faire l'objet d'une rémunération équitable.

Dans le domaine de la santé publique, il semble que le paludisme, la tuberculose, la pneumonie et certaines maladies intestinales continuent de poser un grave problème dans le Territoire. Nous savons que la solution de ce problème nécessite l'élimination de certaines difficultés de caractère économique et social, et qu'elle ne relève donc pas uniquement des activités médicales ou d'assainissement du milieu. Des résultats ne peuvent donc être espérés qu'à long terme. Nous sommes cependant certains que des programmes coordonnés d'action préventive, d'assainissement du milieu et de thérapeutique, ainsi que des cours d'éducation sanitaire, permettront à la population de bénéficier d'avantages considérables. A ce propos, il convient de mentionner, comme premier pas, la mesure prise par l'Autorité administrante qui a désigné des assistants pour la lutte contre le paludisme dans tout le Territoire et a organisé un contrôle sérieux, invitant par la même occasion les habitants à collaborer dans la mesure de leurs moyens à l'assainissement du milieu.

A propos de la tuberculose, il convient de reconnaître les efforts réalisés par l'Autorité administrante non seulement pour le traitement des malades, mais également en matière de médecine préventive et de diagnostic. On nous indique qu'à la suite d'accords avec trois missions, des hôpitaux pour tuberculeux sont en construction à Kokopo, dans le district de la Nouvelle-Bretagne, et à Finschafen, dans le district de Morobe, ainsi qu'une léproserie à Dogamur, près de Madang. De plus, on nous a dit que les dépenses afférentes à la santé publique ont passé de 237.600 livres à 1.466.300 livres au cours de l'année à l'étude, et qu'une école de formation de médecins est en voie de création à Port Moresby, cet établissement devant être ouvert en 1959.

Il convient de reconnaître que toutes ces mesures constituent un élément important pour la solution des problèmes de santé dans le Territoire. Il reste cependant certains aspects de la question qui exigent d'être examinés sans tarder. Le problème de la construction d'hôpitaux est l'un de ces aspects. Il faut que cette construction soit accélérée, étant donné les conditions de pauvreté dans lesquelles se trouvent la plupart des hôpitaux actuellement existant et destinés aux Néo-guinéens. D'autre part, le recrutement des médecins est insuffisant, et le nombre actuel des médecins ne permet pas de répondre aux besoins minimum du Territoire. Il faut accroître le nombre d'étudiants suivant des cours à l'extérieur. Le Représentant spécial nous a indiqué qu'à la fin de l'année à l'étude, quinze étudiants suivaient des cours à l'école centrale médicale et dentaire de Suva, à Fidji, et que depuis le 1er juillet 1956, dix étudiants de plus se sont rendus à Suva pour y suivre des cours de médecine. Il faut que ces mesures soient complétées par une formation plus intensive d'assistants médecins destinés à travailler dans les dispensaires de villages, ainsi que d'assistants pour les hôpitaux, d'infirmiers, d'infirmières et de personnel auxiliaire nécessaire aux hôpitaux.

Les caractéristiques du système d'enseignement nous semblent satisfaisantes, si l'on tient compte de la situation actuelle du Territoire. Il convient de souligner que ce système comprend des écoles de l'Administration, des écoles de missions, et des écoles créées par les conseils de gouvernement local. Il faut noter également que l'enseignement est gratuit à tous les degrés, et qu'en outre des dispositions existent en vertu desquelles la fréquentation des écoles sera déclarée obligatoire dans certaines régions. Ces dispositions, nous a-t-on dit, s'appliqueront de manière absolue dans les régions les plus évoluées.



M. Kestler (Guatemala)

Nous sommes heureux de savoir que les conseils de gouvernement local autochtones et les collectivités villageoises ont apporté et continuent d'apporter leur aide pour le développement de l'enseignement, et que, dans certains districts, les écoles existantes deviendront des centres d'enseignement rural. Ce fait reflète, sans aucun doute, l'étendue des possibilités des populations locales lorsqu'on leur donne les moyens indispensables pour améliorer leur propre sort. La politique fondamentale sur laquelle repose l'enseignement primaire pour les autochtones consiste à donner à ceux-ci une préparation conforme à leur mode de vie, et nous ne pouvons qu'approuver ce principe. Néanmoins, dans la mesure où sont négligés les éléments indispensables pour faciliter l'accès à l'instruction secondaire et supérieure, nous estimons que cette politique devrait être modifiée, puisque, dans les Territoires sous tutelle, l'objectif à long terme doit être la préparation d'éléments capables de s'acquitter des fonctions comportant des responsabilités, et de contribuer ainsi à la solution des problèmes de la collectivité.

Pendant l'année que nous étudions, l'Autorité administrante nous dit qu'il y a eu des progrès considérables dans le domaine de l'enseignement primaire. Le nombre des écoles primaires pour autochtones a passé de 63 à 99, et le nombre d'élèves de 5.498 à 7.239. Pendant la même période, les professeurs européens ont passé de 73 à 98, et les professeurs autochtones de 162 à 227.

Cent cinquante-deux étudiants suivent des cours dans 4 centres de formation à la carrière administrative.

D'autre part, on nous dit que les dépenses afférentes à l'enseignement ont augmenté en 1955/56. Elles ont passé de 82.560 livres à 466.820 livres; les sommes dépensées par les missions sont d'environ 318.000 livres. Tous ces progrès méritent notre reconnaissance.

Néanmoins, nous devons constater que la situation ne répond pas encore - et de loin - aux besoins urgents du Territoire.

Nous regrettons qu'il n'y ait pas, au niveau de l'enseignement secondaire, dans le Territoire même, des écoles fournissant des cours complets de ce qui est reconnu généralement comme l'enseignement de ce niveau. Nous estimons qu'envoyer des étudiants à l'étranger présente le grave inconvénient d'écarter ces jeunes gens de leur milieu social d'origine et, en fin de compte, de leur enlever le sens de la responsabilité qui devrait leur incomber : l'étude et la solution des problèmes communs. Nous espérons que l'Autorité administrante trouvera, dans un avenir très prochain, une solution à ce problème.

Nous regrettons également que l'Autorité administrante n'ait pas encore de plans concrets en vue de l'établissement de cours universitaires donnant l'enseignement supérieur; chose plus grave encore, nous regrettons qu'à l'heure actuelle, aucun étudiant autochtone de la Nouvelle-Guinée ne suive des cours d'enseignement supérieur dans une université australienne. Nous espérons que l'Autorité administrante examinera ce problème de très près car s'il était résolu, cela signifierait la réalisation de l'un des objectifs fondamentaux de la tutelle, à savoir la préparation d'éléments qualifiés pour prendre la direction des destinées de la collectivité le jour où le Territoire réalisera son autonomie ou son indépendance.

Il convient de relever, à propos de l'enseignement des adultes et de la collectivité, que 90 pour 100 des adultes sont encore illettrés. Il faut reconnaître que l'Autorité administrante a élaboré, dans ce domaine, des programmes de développement considérables; mais nous estimons que, comparés à l'immensité du problème à résoudre, ces efforts sont encore bien limités. Ceci nous oblige à exprimer l'espoir que l'Autorité administrante n'abandonnera pas l'étude de cette question.

L'année dernière, notre délégation a exprimé le même avis que la Mission de visite au sujet du pidgin mélanésien . A cet égard, nous nous bornons à répéter notre vœu que les plans de l'Autorité administrante en vue de la publication de manuels scolaires et de livres de lecture en pidgin, avec une orthographe uniforme, soient rapidement mis à exécution.

Nous en avons ainsi terminé de nos observations au sujet du développement du Territoire de la Nouvelle-Guinée sous administration australienne. Dans cet examen approfondi, nous nous sommes uniquement inspirés d'un esprit constructif; nous n'avons jamais oublié les énormes difficultés auxquelles se heurte l'Autorité administrante par suite des conditions très spéciales du pays, du fractionnement des groupes sociaux, des degrés extrêmement divers de contact avec la civilisation du monde extérieur, aussi bien occidentale qu'orientale.

Nous désirons exprimer notre reconnaissance aux représentants de la FAO et de l'OMS, pour les observations intéressantes et utiles qu'ils ont formulées sur les aspects les plus importants du développement du Territoire dans les domaines d'activité respectifs de leurs organisations.

Nous regrettons que l'UNESCO, dont l'aide est toujours si précieuse, n'ait pas pu présenter cette année ses observations au sujet du rapport annuel de l'Autorité administrante; cela était dû au fait que ce rapport n'est parvenu à cette Organisation qu'au dernier moment et que l'UNESCO n'a pas même eu le temps minimum nécessaire pour l'étudier et le commenter.

Enfin, nous remercions le représentant de l'Australie et le représentant spécial pour la manière dont ils ont contribué aux travaux du Conseil en répondant à toutes les questions posées par les diverses délégations et en apportant les renseignements complémentaires indispensables à une meilleure connaissance des conditions régnant dans ce Territoire.



La séance, suspendue à 16 h. 30, est reprise à 16 h. 45.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En examinant le rapport de l'Autorité administrante sur la situation en Nouvelle-Guinée, nous avons relevé un fait nouveau qui a retenu notre attention. Tant dans le rapport annuel que dans les déclarations du Représentant spécial et même dans les photographies qui sont exposées ici, on accentue à dessein le caractère arriéré de la population autochtone de la Nouvelle-Guinée. On souligne et on exagère notamment sa tendance aux guerres tribales et même aux orgies dites de cannibales. Les déclarations de l'Autorité administrante sur les opérations de patrouilles destinées, nous dit-on, à pacifier cette population qui vit dans d'impénétrables forêts tropicales, rappellent plutôt le bilan d'opérations militaires. Il est caractéristique que, non seulement l'Autorité administrante, mais certaines délégations d'autres Puissances administrantes, demandent qu'on tienne compte des conditions difficiles qui règnent dans ce Territoire. On a même dit qu'on ne trouve de pareilles conditions dans aucun autre Territoire. Remarquons, en passant, que nous entendons cela à propos de presque tous les Territoires lorsque le Conseil de tutelle en examine la situation. La question se pose donc légitimement de savoir dans quel but on met au premier plan toutes les difficultés réelles et imaginaires, et même certains épisodes particuliers qui ne sont absolument pas caractéristiques de l'écrasante majorité de la population et qui ne déterminent aucunement le rythme de développement du Territoire. Il est vraisemblable que nous ne pouvons nous attendre à une réponse directe à cette question. Cependant, il existe un assez grand nombre de renseignements indirects qui donnent matière à réflexion.

Tout d'abord, une question se pose quant à la politique générale de l'Autorité administrante à l'égard du Territoire sous tutelle. Il s'agit de savoir dans quelle direction va le développement du Territoire et quand on pense arriver au but final.

C'est dans cet esprit que nous abordons l'examen de la situation de tous les Territoires sous tutelle, quels qu'ils soient.

On sait que l'Autorité administrante, en Nouvelle-Guinée, rejette catégoriquement toute idée de fixation d'un délai, même approximatif, pour l'accession du Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance. A ce propos, il nous semble que certaines déclarations tout à fait autorisées méritent une attention soutenue.

Le représentant de l'Australie nous a recommandé de ne tenir compte que des indications contenues dans le rapport de l'Autorité administrante. Bien entendu, nous lui sommes reconnaissants de cette recommandation. Cependant, nous ne pouvons pas surmonter certains doutes que suscitent d'autres déclarations également autorisées. Nous avons déjà fait allusion ici à la communication parue dans le Sydney Morning Herald du 25 avril où il était dit que l'Australie ne considérerait pas sa présence en Nouvelle-Guinée comme de caractère temporaire. Nous nous permettrons de rappeler une déclaration plus catégorique encore de l'un des membres du Conseil législatif de la Papouasie et de la Nouvelle-Guinée où l'on ne proposait rien moins que d'organiser un plébiscite dont le résultat serait l'annexion du Territoire au Commonwealth australien. A ce propos, on a déclaré sans cérémonie que cette mesure ne devrait pas être renvoyée jusqu'au moment où la population aurait reçu une certaine instruction.

Il est tout aussi caractéristique de noter que de telles déclarations sont rattachées aux recommandations de l'Assemblée générale sur la fixation de dates limites pour l'accession des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance. Bien entendu, on nous dira que ces déclarations ne sont pas tirées du rapport de l'Autorité administrante et qu'il ne faut pas en tenir compte. Mais je ferai observer tout d'abord qu'elles proviennent de personnalités officielles, ensuite qu'elles ne sont pas contraires aux actes de l'Autorité administrante. Il suffit d'examiner de près le processus du développement politique du Territoire pour se convaincre qu'à moins d'avoir un microscope, il est impossible de déceler les changements qui se sont produits ces temps derniers.

Beaucoup de délégations, en particulier celles qui nous ont recommandé de songer aux conditions difficiles du Territoire, ont déjà parlé du progrès extrêmement lent du développement de ce Territoire. Malheureusement, c'est là un fait incontestable. Au Conseil législatif, les représentants de la population autochtone ne jouent aucun rôle. Il est impossible d'en douter après la description que nous avons entendue, de la bouche du Représentant spécial, des deux représentants de la population autochtone qui sont admis à ce Conseil.

Dans les organes exécutifs, la population autochtone ne peut non plus jouer aucun rôle, car elle n'est pas admise au-delà des postes de petits employés de bureau. Il est caractéristique qu'on essaie de justifier tout cela par la même considération : l'absence de personnes qualifiées. Malgré soi, on se pose la question de savoir si ce n'est pas pour cela que le caractère sauvage et arriéré de la population du Territoire nous est décrit en caractères aussi colorés.

Bien des années se sont écoulées depuis le moment où l'Administration a proclamé que les organes de gouvernement local étaient la base du développement politique du Territoire. Cette année, le Représentant spécial a souligné à nouveau combien l'Administration était attachée aux conseils de gouvernement local et, pour appuyer cette déclaration, il nous a informés que l'Administration avait procédé à la formation de quatre nouveaux conseils. On ne dissimule pas le désir de considérer la création de ces quatre conseils comme une énorme réussite. Nous ne songeons pas à nier, bien entendu, l'importance positive de ce fait, surtout s'il est mis en regard de la stagnation totale, dans ce domaine, pendant les années écoulées. Cependant, il faut noter tout d'abord que lesdits conseils ont été formés par l'Administration sans consultation de la population; ensuite, que, malheureusement, ils n'ont pas encore commencé de travailler; enfin, qu'on peut dire que, ces quatre conseils étant les premiers depuis quatre ou cinq ans, le rythme de leur formation suit bien le rythme avec lequel ont été créés les conseils précédents pendant les vingt ans qui se sont écoulés depuis la constitution des tout premiers conseils.

A cet égard, on ne peut qu'être entièrement d'accord avec le représentant de la France lorsque, très légitimement, il a souligné que, depuis 1936, on n'a créé dans le Territoire qu'un nombre insignifiant de conseils locaux. Si ce rythme est maintenu à l'avenir, il est permis de se demander combien d'années il faudra pour créer des conseils dans l'ensemble du Territoire.

Ajoutez à tout ce que j'ai dit l'existence de l'union administrative du Territoire sous tutelle avec la colonie de la Papouasie, qui fait obstacle à l'accession du Territoire à l'indépendance. Ajoutez encore l'absence d'organes législatifs et exécutifs indépendants dans le Territoire et demandez-vous ensuite si les doutes que nous avons exprimés à propos de la politique poursuivie par l'Autorité administrante dans le Territoire sous tutelle ne sont pas fondés.



Quels que soient les efforts de certaines délégations pour nous convaincre que la nature elle-même s'oppose à ce que la civilisation pénètre dans ce pays, nous sommes convaincus que les doutes que nous avons exprimés quant aux intentions de l'Autorité administrante sont absolument fondés. Nous exprimons donc le vœu - et nous considérons que c'est notre devoir - que l'Autorité administrante dissipe ces doutes, non pas par des paroles, mais en accélérant sensiblement le rythme du développement politique du Territoire, sur la base d'un plan concret, en vue de son accession à l'indépendance, comportant des délais fixes. Nous ne saurions nous déclarer d'accord avec ceux qui s'efforcent de justifier par des conditions particulières la lenteur avec laquelle se fait le développement du Territoire, surtout lorsque ce développement comporte un avenir éloigné et que rien ne limite. Toutes les conditions nécessaires pour l'évolution du Territoire à un rythme compatible avec la marche du progrès humain au vingtième siècle se trouvent dans ce Territoire sous tutelle; il est donc inacceptable que l'accession du Territoire à l'indépendance soit ajournée aux générations futures.

Passant à l'examen de la situation économique dans le Territoire, nous sommes bien obligés de noter certains changements en faveur du développement de l'économie. Cependant, si l'on aborde la situation du point de vue de la tutelle, l'on ne peut guère ressentir beaucoup d'optimisme. Le rôle de la population autochtone dans la vie économique du Territoire reste tout à fait insignifiant. Le seul fait que le total des autochtones ayant un emploi, pendant l'année que nous examinons, n'a augmenté que de 150 personnes est très significatif. Il est permis de se demander quelle influence peut avoir sur la condition de la population autochtone le développement de l'économie, s'il n'y a pas augmentation concomitante de la participation de la population à la vie du Territoire.

Nous avons toujours certaines difficultés à comprendre que, non seulement le Territoire n'ait pas d'industrie de transformation, mais que l'on ne prévoie même pas le développement d'une telle industrie et la production de biens de consommation en partant des matières premières locales. Bien entendu, si l'on considère la destinée du Territoire comme liée indéfiniment à l'Autorité administrante, cette attitude peut paraître justifiée; mais, les objectifs de la tutelle s'en trouveraient modifiés et il faudrait faire table rase de l'idée de l'accession à l'indépendance.

Dans le développement du domaine principal de l'économie du Territoire, c'est-à-dire l'agriculture, il y a eu, assurément, un certain progrès pendant la période à l'examen, mais, encore une fois, ce progrès n'a guère affecté la population autochtone dont la très forte majorité, comme on nous l'a dit, reste plongée dans la routine de la technique agricole d'autrefois et ne sait pas se servir d'outils modernes.

Dans leurs interventions, de nombreuses délégations ont déjà souligné l'importance particulière de la question foncière. C'est pourquoi nous n'en parlerons que pour nous solidariser avec les considérations tout à fait justes que certains représentants ont exprimées. L'on pourrait se féliciter de la décision de l'Autorité administrante de ne pas autoriser les éléments non autochtones de la population à acheter des terres, si ce principe n'était pas immédiatement violé du fait que l'on cède les terres à bail pour 99 ans. En effet, y a-t-il une grosse différence entre une acquisition en toute propriété et une cession à bail de 99 ans? En tout cas, ces terres ne pourront pas servir davantage aux habitants

actuels qu'aux générations autochtones futures. Cependant, cette pratique de la cession à bail est très répandue. Si l'on applique ce traitement aux 650.000 acres de terres dites domaniales et, de plus, aux terres dont la loi actuelle autorise l'aliénation, que restera-t-il pour les générations de Néo-Guinéens qui vivront dans le siècle à venir? A notre connaissance, cette pratique de cession à bail des terres pour 99 ans est une forme dissimulée d'aliénation qui doit cesser.

D'autre part, l'Autorité administrante est tenue de prendre des mesures en vue d'assurer l'utilisation plus efficace des terres de la part de la population autochtone en créant les conditions voulues à cette fin. Il existe de très grandes possibilités à cet égard; nous en avons le témoignage, ne serait-ce que dans la réussite du mouvement coopératif. Nous espérons que l'Autorité administrante s'occupera d'étendre considérablement cette expérience et qu'elle continuera, sur le plan matériel et technique, la consolidation des coopératives. Il va sans dire que le mouvement coopératif ne doit pas se limiter au seul domaine de la production agricole. Les coopératives autochtones, si l'Administration leur en donne la possibilité, pourraient jouer un rôle important dans le développement industriel du Territoire, ainsi que dans le commerce intérieur et extérieur. Ce n'est même pas nécessaire d'indiquer que le rôle de la population autochtone dans ce domaine est insignifiant; de nombreux membres du Conseil l'ont déjà relevé.

Parlant du développement économique du Territoire, nous jugeons de notre devoir d'exprimer le voeu que l'Autorité administrante élabore un plan de développement en vue d'établir dans le Territoire les bases d'une économie indépendante, accompagné des mesures nécessaires afin de permettre son exécution. Il est possible de prévoir que l'Autorité administrante invoquera l'absence de ressources qui permettraient de réaliser un tel plan. Nous ne doutons pas que l'Autorité administrante connaisse, mieux que quiconque, les ressources existantes des revenus du Territoire. Cependant, l'une de ces ressources a déjà été indiquée ici, et nous la signalons une fois de plus. Il n'est pas difficile de deviner que nous songeons à l'impôt sur le revenu et le capital des sociétés étrangères. En effet, jusqu'à quand persistera cette injustice flagrante, par laquelle la population autochtone pauvre est tenue de payer des impôts perçus par les Conseils administratifs locaux, tandis que les sociétés étrangères qui se sont enrichies dans le Territoire, sont dispensées de tous impôts? La référence à la perception de droits de douane à



l'importation et à l'exportation ne change en rien la situation, puisque, en définitive, ces impôts pèsent tout autant sur les épaules de la population autochtone.

Le Représentant spécial s'est refusé à nous indiquer le montant des bénéfices réalisés par les sociétés étrangères, et nous a dit que ces renseignements n'existaient pas. Ce fait indique de manière tout à fait convaincante l'anomalie de cette situation, dans laquelle les bénéfices des sociétés étrangères ne sont ni contrôlés ni limités en aucune façon par personnes.

Dans le domaine du progrès social, nous voulons d'abord nous unir à ceux qui ont déjà attiré l'attention du Conseil sur les injustices qui frappent la population autochtone sous la forme du couvre-feu et du maintien des châtiments corporels. Le Représentant spécial a décidé de ne pas expliquer au Conseil pourquoi l'Autorité administrante n'a fait aucun cas des recommandations du Conseil de tutelle tendant à supprimer les restrictions apportées aux déplacements de la population autochtone. L'attitude de l'Autorité administrante, à cet égard, est non seulement dépourvue de fondement mais incompatible avec les principes des Nations Unies.

De plus, l'Autorité administrante doit faire face, dans toute son ampleur, au problème non résolu du relèvement du niveau de vie de la majorité de la population autochtone du Territoire et de la création des rudiments d'une vie culturelle. On a beaucoup parlé des salaires extrêmement bas; tant les délégations que la Mission de visite ont souligné ce fait. Nous ne répéterons pas ces points, car les recommandations afférentes à la question restent en vigueur, quoiqu'elles n'aient pas encore été appliquées.

L'Autorité administrante ne niera sans doute pas que les conditions de travail et de vie de la population autochtone soient loin des exigences, même les plus modestes, de notre époque. Il est facile de s'en convaincre, ne serait-ce qu'en jetant un coup d'oeil sur les photos qui illustrent le rapport de l'Autorité administrante. Nous y voyons la population, occupée à la construction de routes, à la coupe et au transport de bois, au travail des mines, faire ce travail pieds nus, sans aucun vêtement approprié à ces occupations.

LC/RR

T/PV.828  
- 64/65 -

M. Lobanov (URSS)

Les conditions d'habitation de la majorité de la population sont restées tout à fait primitives.

En ce qui concerne les services médicaux, nous trouvons que le nombre du personnel médical, pour la période examinée, a diminué de 171 unités, tandis que, dans le Territoire, sévissent beaucoup de maladies dangereuses, que les sorciers et guérisseurs s'occupent de soigner, ou, plus vraisemblablement, de propager.

Dans le domaine de l'enseignement, il est indispensable de relever l'augmentation du nombre d'écoles primaires aussi bien que du nombre d'élèves de ces écoles.

C'est un phénomène positif qui, cependant, ne doit pas faire oublier la situation générale dans le domaine de l'enseignement qui, dans son ensemble, est extrêmement peu satisfaisante. Le fait que le nombre total des élèves n'est que de 7.239 en dit déjà long. En outre, il ne faut pas oublier non plus que le rôle prépondérant dans l'enseignement dans le Territoire appartient aux missions religieuses. Il est inutile de répéter cette vérité incontestable que cet enseignement n'est pas le meilleur, pour diverses raisons, dont la moins importante n'est pas la qualité insuffisante des cadres enseignants.

Une deuxième lacune grave est constituée par le développement très insuffisant de l'enseignement secondaire et par l'absence totale d'enseignement supérieur. Le Représentant spécial nous a dit que le niveau auquel étaient parvenus avec peine quelques représentants de la population autochtone était l'enseignement secondaire. Ceci nous est annoncé sans la moindre gêne, alors que le Territoire est depuis plus de soixante-dix ans sous une administration civilisatrice.

Il nous semble que la façon d'aborder le problème de la formation des cadres est également l'expression d'une certaine tendance générale. Si cette tendance doit être déterminée par les objectifs de la Charte, et nous devons nous en préoccuper, il faut absolument que l'Autorité administrante remédie d'urgence à la situation. La préparation des cadres doit se faire selon un certain plan et nous voudrions que l'on nous communique ce plan au plus tard à la prochaine session du Conseil.

Contrairement aux considérations qu'ont invoquées ici certains représentants au sujet des conditions naturelles difficiles de la Nouvelle-Guinée, j'ai beaucoup lu et beaucoup parlé à ceux qui sont allés dans le pays avec la Mission de visite, et je m'aperçois qu'ils disent le plus grand bien de ce pays. Ils ont répété à maintes reprises que le Territoire était appelé à un brillant avenir. Permettez-moi d'exprimer l'espoir que cet avenir n'est pas très éloigné et que la Tutelle des Nations Unies le rendra digne de la génération actuelle des Néo-Guinéens.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : En examinant la situation en Nouvelle-Guinée pendant l'année écoulée, nous devrions nous souvenir de deux observations importantes formulées par la dernière Mission de visite dans ce Territoire sous tutelle : la première est l'enthousiasme manifesté pour le progrès par les Néo-Guinéens, la deuxième concerne la nécessité de fournir



des fonds et du personnel en nombre croissant pour répondre à ce besoin de progrès dans tous les domaines.

La Mission de visite a considéré cet enthousiasme manifesté pour le progrès, à juste titre, comme un facteur politique de développement du Territoire.

Cependant, la Mission a noté que :

"Ces énormes ressources d'enthousiasme et de bonne volonté, qui pourraient faire de la rapide transition de l'âge de pierre à l'époque moderne un processus indolore et un événement sans précédent, risquent de s'épuiser si les progrès ne sont pas suffisamment rapides". (Rapports officiels du Conseil de tutelle, dix-huitième session, Supplément No 5, paragraphe 180).

Bien entendu, il est difficile d'évaluer ce que l'on pourrait considérer comme un rythme rapide de progrès à cet égard. Cependant, la conclusion de la Mission de visite est une conclusion sage qui nous fait comprendre quels sont les buts poursuivis dans le Territoire.

On reconnaît généralement que la Nouvelle-Guinée n'a pas subi de changements notables dans le sens d'une évolution vers un mode de vie moderne, pendant la période de tutelle. Sous le régime du Mandat, rien d'important ne s'est produit dans le Territoire. Le régime de tutelle semble avoir lancé le Territoire sur la voie du progrès. Au cours de la première décade de ce deuxième épisode de surveillance internationale, des zones très importantes de régions ignorées de la Nouvelle-Guinée ont été placées sous le contrôle de l'Administration. Des services sociaux et des services d'enseignement ont été mis à la disposition d'une population qui ne les avait jamais connus auparavant. Sous l'influence de ces nouveaux services, la population de la Nouvelle-Guinée a commencé à s'éveiller au destin qui l'attend. Je ne me propose pas d'évaluer les réalisations de cette dernière décade ni pour ce qui concerne le temps ni pour ce qui concerne l'effort. Une seule remarque, cependant, pourrait être faite à cet égard : jusqu'à une date tout à fait récente, la Nouvelle-Guinée a souffert d'un progrès assez lent. Heureusement, cette situation semble se modifier aujourd'hui. Des preuves nous sont données d'une certaine activité et d'un effort entrepris en vue d'améliorer la situation dans tous les domaines. Par rapport au passé ceci est une tendance dont il faut se féliciter.

Mais, pour ce qui est de l'avenir, cela semble seulement un début et le rythme doit s'accélérer de façon très sensible si l'on veut atteindre les objectifs envisagés. J'expliquerai ce que j'entends par là et, à cet effet, j'examinerai les progrès du Territoire dans tous les domaines.

Dans le domaine politique, le développement des conseils de gouvernement local représente le fondement même de l'évolution du Territoire. L'Autorité administrante envisage d'étendre cette organisation politique à tout le Territoire. Jusqu'à maintenant, 10 Conseils administratifs locaux ont été créés, dont 4 très récemment. En outre, l'Autorité administrante a favorisé l'extension de la juridiction de certains conseils afin que cette juridiction s'applique à un plus grand nombre de villages. Il faut nous féliciter de tout ceci, et en féliciter l'Autorité administrante car nous pensons que toute évolution politique quelle qu'elle soit doit commencer à l'échelon le plus bas afin de créer un sentiment de responsabilité politique dans l'esprit de la population. Naturellement, dans ces conditions, nous devons compter sur des progrès plus grands encore dans ce domaine. La lente application de ce système de conseils de gouvernement local dans le Territoire ne nous semble pas justifiée. Les limitations financières ne doivent pas, à notre avis, empêcher le développement rapide du système de gouvernement local. Nous ne pensons pas nécessaire que la population d'une région donnée, qui à tous autres égards, est prête pour la création d'un conseil doive, avant d'être autorisée à avoir son propre conseil, faire la preuve qu'elle est capable de payer les mêmes impôts que ceux appliqués dans des régions économiquement plus développées.

Sur ce point, la Mission de visite nous a déclaré l'année dernière que :

"Les habitants doivent pouvoir fournir les sommes nécessaires au fonctionnement d'un conseil, ce qui ne signifie pas toutefois qu'ils doivent, partout, faire autant que dans la riche région de Rabaul, où chacun est assujéti à un impôt de quatre livres. Dans les zones moins développées, on pourrait envisager une taxe de l'ordre de dix shillings à une livre."

(Rapport officiel du Conseil de tutelle, dix-huitième session, Supplément No 5, paragraphe 205).

La Mission a également pensé que :

"Dans bien des régions où c'est l'opinion collective qui compte et non le point de vue d'un particulier ou d'une classe, un conseil ne constituerait nullement une innovation étrange mais serait, au contraire, tout à fait compatible avec les traditions du Territoire." (Rapport officiel du Conseil de tutelle, dix-huitième session, Supplément No 5, paragraphe 205).

A l'heure actuelle, les conseils de gouvernement local sont élus à ce que l'on décrit comme un scrutin semi-secret. C'est là peut-être une pratique qui n'est pas inhabituelle, et peut-être ne manque-t-elle pas de sagesse lorsqu'il s'agit d'une petite collectivité illettrée. Cependant, à notre avis, il faut prendre des mesures pour introduire sans trop tarder, et si possible à titre d'expérience, au début tout au moins, le scrutin secret. Il y a d'autres peuples dans le monde qui ne possèdent pas plus d'expérience politique que les Néo-Guinéens, qui ne semblent pas être plus évolués du point de vue culturel ou du point de vue social, et qui exercent leur droit de vote au scrutin secret; ils ne semblent pas éprouver de difficultés à suivre cette procédure.

Une autre question mérite une attention approfondie de la part de l'Autorité administrante, toujours en ce qui concerne les conseils de gouvernement local : je veux parler de la section 16 de l'ordonnance des conseils de gouvernement local autochtone. Le Conseil de tutelle a déjà recommandé que l'Autorité administrante envisage la possibilité d'amender cette section afin de permettre aux conseils de gouvernement local de jouir dans l'exercice de leur pouvoir légitime et de leur autorité, de la même protection que les autres organismes statutaires de gouvernement dans le Territoire.



M. Rifai (Syrie)

Comme je l'ai dit précédemment, ma délégation apprécie les efforts faits par l'Administration pour encourager le progrès dans le domaine de l'administration locale. Nous avons été heureux d'apprendre la création de quatre conseils administratifs locaux, à Madang, à Sepik, à New Ireland et à Morobe. Mais nous manquerions à notre devoir si nous n'indiquions pas, tout d'abord, que les progrès dans ce domaine se sont poursuivis, jusqu'à présent, à un rythme très lent, et d'autre part, qu'à certains égards, les conseils existants doivent encore être perfectionnés. Dans ces organes rudimentaires d'administration, il y a encore beaucoup à faire et il faut qu'une expérience considérable s'acquière. Il semble possible d'en retirer beaucoup d'avantages, sans qu'il en résulte le moindre péril pour le progrès politique du Territoire. Nous sommes d'avis qu'il ne faut pas faire preuve, à cet égard, d'une prudence excessive.

Après les conseils administratifs locaux, je voudrais parler des conseils municipaux et des conseils consultatifs de district. La population autochtone n'est pas représentée dans ces organes, et la Mission de visite a attiré l'attention de l'Autorité administrante, l'an dernier, sur l'utilité de prévoir une telle représentation. Nous sommes heureux que l'Administration reconnaisse le bien-fondé de l'avis exprimé par la Mission à ce sujet. La nomination d'un autochtone au conseil consultatif de district de Sepik est un indice encourageant, et nous espérons que d'autres mesures semblables suivront. A cet égard, je voudrais souligner une fois de plus que l'Autorité administrante ne doit pas fixer des normes inflexibles en ce qui concerne les qualités que doivent posséder les autochtones pour être nommés au sein de ces organes.

J'en viens maintenant à l'organe supérieur du gouvernement dans le Territoire, c'est-à-dire au Conseil législatif. Pour être très franc, je dois avouer que nous n'avons guère de raisons d'être satisfaits. Le Conseil législatif ne s'occupe pas seulement des affaires de la Nouvelle-Guinée, mais également de celles d'un autre Territoire dont le statut est absolument différent. Ce système a été établi en vertu de l'union administrative que l'Accord de tutelle a autorisé, mais nous nous demandons si cette union entre la Nouvelle-Guinée et la Papouasie exige vraiment qu'un seul organe législatif existe pour les deux Territoires. Nous ne croyons pas pouvoir répondre affirmativement à cette question, même si l'on nous fait état de la pénurie de fonctionnaires et du fait que le nombre limité d'autochtones de Nouvelle-Guinée qualifiés est un grave obstacle au développement

de cette institution. Etant donné la tendance actuelle qui résulte en l'augmentation du personnel administratif en Nouvelle-Guinée, ainsi que la conception moins rigide que l'on se fait du caractère de la représentation autochtone, la mesure que nous préconisons ne nous semble pas manquer de réalisme. Nous n'avons cependant pas l'intention d'insister sur ce point. Ce qui nous préoccupe le plus, pour le moment, c'est de constater que la Nouvelle-Guinée n'est pas suffisamment représentée au sein du Conseil législatif. La Mission de visite et le Conseil de tutelle ont tous deux recommandé à l'Autorité administrante d'augmenter la représentation autochtone de la Nouvelle-Guinée dans cet organe, mais rien n'a été fait pour mettre cette recommandation en oeuvre. L'Autorité administrante continue de reconnaître le bien-fondé du principe visant à une augmentation de la représentation autochtone, mais elle affirme qu'elle ne dispose pas de personnel qualifié hors du corps des fonctionnaires. On sait que les fonctionnaires, en raison même de leur statut, n'ont pas le droit d'occuper des sièges au Conseil. Ainsi que je l'ai dit l'an dernier, une question se pose à cet égard : dans les conditions actuelles, le Conseil législatif de la Papouasie et de la Nouvelle-Guinée est-il un véritable organe législatif, au sens précis de ce terme ? La réponse à cette question ne peut être, évidemment, que négative. Sur les 29 membres du Conseil, 16 sont des fonctionnaires, et par conséquent l'argument selon lequel la nomination de fonctionnaires autochtones au sein du Conseil serait contraire aux principes démocratiques est vraiment difficile à défendre. Nous espérons sincèrement que l'Autorité administrante pourra bientôt trouver une solution à cet épineux problème.

Il est un autre point que ma délégation désire soulever à propos du Conseil législatif. On sait que les deux membres néo-guinéen qui font partie de ce Conseil sont nommés par l'Administrateur, alors que ceux qui représentent la population européenne sont élus. En fait, trois membres du Conseil seulement sont élus. Il serait donc utile d'accroître la proportion des membres élus du Conseil législatif, et c'est pourquoi nous proposons à l'Autorité administrante qu'elle examine la possibilité d'élire les représentants autochtones. L'expérience que les autochtones acquièrent à l'échelon des conseils administratifs locaux devrait permettre d'organiser facilement l'élection des représentants autochtones au Conseil législatif par un corps électoral restreint. Nous espérons que l'Autorité administrante étudiera très attentivement cette question, et nous voudrions que le Conseil de tutelle puisse compter que l'Administration lui fera

au moins connaître son avis sur les possibilités de mettre en oeuvre une telle mesure dans un proche avenir.

Avant d'en terminer avec mes observations consacrées au domaine politique, je voudrais indiquer l'intérêt que ma délégation attache au plan de l'Autorité administrante en vue de passer progressivement de l'échelon des conseils administratifs locaux à celui des conseils de zones, et enfin à celui des conseils régionaux lorsque ce sera possible. Nous comprenons fort bien que pareille mesure ne saurait être prise avec succès tant que des progrès suffisants n'auront pas été accomplis à l'échelon du village, puisque c'est à cet échelon que fonctionnent pour le moment les conseils administratifs locaux.

C'est pourquoi nous espérons que le gouvernement fera son possible pour accélérer les progrès au niveau du village. Si elle veut agir rapidement et sûrement dans ce domaine, l'Autorité administrante ne doit pas se contenter d'établir des plans indiquant seulement les principes généraux, mais elle doit préciser les détails et coordonner les diverses mesures, en fixant des dates pour chaque objectif devant être atteint dans cette voie. En outre, cet effort de développement devra comprendre une intensification de la formation des autochtones à la fonction publique. Cette question reçoit, de la part de l'Autorité administrante, toute l'attention qu'elle mérite, et ma délégation a été très heureuse d'apprendre que des cadres auxiliaires avaient été créés et que 58 candidats avaient déjà été admis à suivre cette formation. L'an dernier, nous avions exprimé l'espoir que la fonction publique soit ouverte à la police. Cette année, nous ne pouvons qu'exprimer à nouveau cet espoir.

Je passe maintenant au domaine économique, dans lequel nous constatons certains progrès intéressants et encourageants. Je voudrais dire à quel point nous sommes satisfaits du développement des activités agricoles en Nouvelle-Guinée, d'où a résulté une augmentation de la production dans divers secteurs. Ainsi, la culture du cacao semble se développer de façon régulière et intensive, de même que celle du café, qui occupe une superficie toujours plus étendue. La production de bois est en augmentation et nous sommes heureux d'apprendre que l'Autorité administrante envisage, d'autre part, de développer les entreprises de pêche en Nouvelle-Guinée. Tous ces éléments témoignent d'une manière éloquente des progrès qui sont réalisés, ainsi que du fait que la population autochtone participe de plus en plus au développement agricole du pays, bien que cette



participation ne s'affirme pas encore suffisamment dans le mouvement coopératif et par l'entremise des conseils administratifs locaux.

Nous estimons qu'il serait difficile de prétendre assurer le développement économique à long terme de la Nouvelle-Guinée sans avoir une connaissance approfondie des ressources du Territoire. C'est pourquoi nous voudrions insister auprès de l'Autorité administrante pour qu'elle complète l'étude des ressources du Territoire dans les délais les plus brefs. Nous prendrons, entre-temps, connaissance avec l'intérêt le plus vif des résultats de l'enquête qui a déjà été entreprise, à cet égard, dans la région de Gogol-Upper Ramu. Il sera intéressant de savoir si les conclusions découlant de cette étude seront de nature à encourager l'Autorité administrante à élaborer un plan à long terme pour le développement économique de cette région.

Nous ne pensons pas qu'il soit toujours nécessaire, avant d'exploiter les ressources déjà connues, d'attendre les résultats d'une enquête portant sur le Territoire tout entier.

Toujours à propos du développement économique de la Nouvelle-Guinée, je voudrais relever le fait que le progrès économique de ce Territoire n'est pas possible sans un programme de développement des routes; il y a un besoin urgent de routes dans ce Territoire sous tutelle. Si nous n'avons que des éloges à faire au sujet des efforts et des réalisations de l'Autorité administrante à cet égard, nous estimons que la construction de bonnes routes mérite des efforts plus grands encore.

Je voudrais maintenant parler brièvement d'un autre aspect du développement économique. Ma délégation estime que, si l'exonération d'impôts directs en ce qui concerne les autochtones est justifiable (puisque les autochtones supportent déjà une charge financière dans les régions où fonctionnent des conseils de gouvernement local et puisque les autochtones constituent l'élément le plus pauvre de la population), l'exonération dont bénéficient les entreprises étrangères n'est justifiable à aucun point de vue. Certes, les entreprises étrangères sont assujetties à une taxe indirecte, celle qui frappe les marchandises importées; mais, en fin de compte, c'est seulement le consommateur qui paie les contributions indirectes. Pour ce motif et pour ce motif seul, sans parler de tous les autres, nous pensons que les entreprises étrangères doivent être assujetties à l'impôt direct. A cette étape du développement du Territoire, il n'est pas à conseiller, cependant, d'instituer un impôt de capitation; sur ce point, nous sommes d'accord sur la politique suivie par l'Autorité administrante.

Je passe maintenant au domaine social. Tout d'abord, nous sommes très heureux de noter que les services sanitaires du Territoire se sont améliorés dans une proportion considérable. Le Conseil de tutelle devrait noter avec satisfaction la construction d'hôpitaux nouveaux et l'amélioration des conditions et des traitements du personnel médical. C'est certainement l'augmentation des dépenses, rendue possible par l'augmentation de la contribution financière de l'Autorité administrante au budget du Territoire qui a permis ce progrès énorme. Les Néo-Guinéens jouiront certainement de services sanitaires meilleurs après cet effort de l'Administration.

Pour répondre à tous les besoins du Territoire dans ce domaine, il faudrait néanmoins donner plus d'impulsion à la construction de nouveaux hôpitaux d'un caractère permanent, ainsi qu'au recrutement d'un personnel médical qualifié et à la formation d'assistants médicaux autochtones. La campagne prévue par l'Autorité administrante en vue de l'éradication du paludisme du Territoire est également tout à fait digne d'éloges. C'est avec un très grand intérêt que nous avons appris l'aide apportée par l'Organisation mondiale de la santé en l'espèce. Mais ma délégation voudrait savoir si l'Autorité administrante ne pourrait pas chercher à avoir l'assistance de certaines fondations médicales privées de bon renom, par exemple des fondations qui sont connues aux Etats-Unis pour leurs réalisations et l'intérêt dont elles font preuve à l'égard de la lutte contre le paludisme. L'Autorité administrante est énergique également dans sa campagne antituberculeuse, bien qu'il reste encore beaucoup à faire à cet égard.

Avant de quitter le domaine de la santé, je voudrais une fois de plus demander au Représentant spécial un éclaircissement en ce qui concerne la diminution très sensible relevée cette année dans l'effectif du personnel médical non européen. Nous espérons que cette diminution ne suscitera aucun préjudice à la population au point de vue des soins et des traitements médicaux.

Je voudrais parler brièvement de deux autres points en ce qui concerne le domaine social. Les raisons qui ont incité l'Autorité administrante à maintenir les règlements relatifs au couvre-feu et, par suite, à apporter des restrictions aux déplacements des autochtones dans certaines régions, demeurent encore obscures pour ma délégation. L'Administration prétend que cette mesure est dictée par les conditions locales et jouit de l'appui des questions de gouvernement local. Les renseignements que nous trouvons dans le rapport de la Mission de visite nous portent à penser que cette mesure n'est ni désirée par la population, ni nécessaire à aucun point de vue. Nous devons donc exprimer notre déception d'avoir à constater le maintien d'une pratique aussi antidémocratique. Nous espérons que l'Autorité administrante voudra enfin écouter la recommandation de la Mission de visite et lui accorder l'attention qu'elle mérite. Ma délégation ne voudrait pas laisser passer cette occasion sans renouveler son opposition irrévocable aux châtiments corporels, que ces châtiments soient infligés avec une canne à sucre ou avec un fouet.

Dans le domaine de l'enseignement, nous n'avons que deux observations à faire. En premier lieu, nous pensons que l'Autorité administrante devrait



intensifier ses efforts en vue de fournir l'enseignement secondaire au Territoire; en second lieu, l'Autorité administrante devrait s'efforcer de faire disparaître la confusion qui règne actuellement dans les établissements d'enseignement primaire. La division des écoles d'enseignement primaire en trois catégories distinctes ne nous paraît pas nécessaire. Le Représentant spécial n'a, à mon avis, donné aucune raison logique pour justifier le système actuel, lorsque je lui ai demandé, il y a quelques jours, les motifs sur lesquels se fondait la création de ce système. Ceci dit, ma délégation désire exprimer sa satisfaction devant les progrès considérables réalisés dans le domaine de l'enseignement, notamment devant l'augmentation du nombre des écoles de l'Administration et aussi du nombre des élèves.

J'en ai ainsi terminé de mes observations. Cependant, je ne voudrais pas conclure sans faire une remarque d'ordre général. Trop souvent, j'ai discerné, de la part du Conseil, une tendance à mettre l'accent sur les difficultés et sur les obstacles rencontrés par les Territoires sous tutelle dans leur évolution. Cette tendance conduit fatalement le Conseil à aborder d'une façon très timide les problèmes relatifs aux progrès dans ces régions. Les riches possibilités qui sont encore à l'état latent dans la terre et chez les populations n'ont encore joué qu'un rôle tout à fait secondaire dans l'esprit des membres du Conseil. A notre époque, avec les miracles accomplis par la science et par la technologie modernes, ces possibilités latentes peuvent, très rapidement, être transformées en réalités. Nous devons toujours nous en souvenir lorsque nous étudions la situation dans les Territoires sous tutelle car, si nous le faisons, nous serons à même de nous libérer de la crainte imaginaire de conduire avec trop de hâte ces populations vers la réalisation des objectifs de la tutelle, et nous pourrons plus facilement adopter un esprit conforme aux exigences du monde moderne.

En conclusion, je voudrais remercier le Représentant spécial de son concours et de la courtoisie avec laquelle il a aidé le Conseil dans son examen du rapport sur la situation de la Nouvelle-Guinée.

M. CHACKO (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a étudié avec soin le rapport annuel du Gouvernement australien sur l'administration du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée ainsi que la déclaration du Représentant spécial et ses réponses aux questions qui lui ont été posées par les membres du Conseil. Dans la brève déclaration que je vais faire, je ne me propose pas d'entrer dans tous les aspects de l'administration du Territoire. Cela ne signifie pas, cependant, que ma délégation estime que les questions qu'elle ne mentionnera pas soient de moindre importance.

Ma délégation constate que des régions supplémentaires du Territoire sous tutelle ont été placées sous l'influence de l'Administration au cours de l'année que nous considérons. Elle note avec satisfaction que l'Administration a établi un programme destiné à amener le reste du Territoire sous l'influence entière de l'Administration d'ici à la fin de 1959. L'achèvement de cette tâche marquera une étape importante dans l'évolution du Territoire. Ma délégation sera heureuse d'apprendre par l'Administration, au cours des deux années et demie à venir, que cette tâche a été menée à bien selon les prévisions.

On a mis un accent considérable, au cours de la discussion de ces derniers jours, sur la nature primitive de la société néo-guinéenne et sur la question des tueries tribales. Je crois que nous ne devons pas oublier que les tueries ne sont pas l'apanage des peuples tribaux. Certaines personnes peuvent prétendre que ceux qui possèdent les bombes atomiques et à l'hydrogène sont seuls civilisés, conformément aux normes modernes. S'il en est ainsi, il n'y avait que deux pays civilisés jusqu'à une date récente et il s'en est ajouté un au cours des derniers mois. Que l'on tue les gens en les coupant en petits morceaux ou qu'on les tue par d'autres méthodes et de façon massive, c'est toujours tuer. Par conséquent, nous ne devons pas trop nous préoccuper de l'avenir du peuple néo-guinéen simplement à cause des massacres tribaux. Nous pensons, pour notre part, qu'une fois les contacts établis et l'ensemble de la population placée sous l'influence de l'Administration, les Néo-Guinéens se conduiront exactement comme tous les autres êtres humains. Je ne dis pas cela pour minimiser les difficultés de l'Administration, dont nous sommes pleinement conscients, mais seulement à cause de l'accent excessif que l'on a mis sur certains incidents au cours de nos discussions.

L'une des mesures les plus importantes qu'ait prises l'Administration, dans l'évolution des institutions politiques a été l'établissement de quatre nouveaux Conseils de gouvernement local portant sur une population de 21.520 habitants. Au cours de la période des questions, le Représentant spécial a déclaré que trois de ces quatre conseils ont été effectivement établis et que le quatrième, celui du district de Morobe, est en voie de formation. La proclamation nécessaire a été faite en mars 1957. Ma délégation aurait voulu savoir comment les élections à ces conseils ont été menées, le montant de la taxe individuelle levée dans les différentes régions ainsi que tous les autres détails; malheureusement, le Représentant spécial ne disposait pas de ces renseignements. Je ne doute pas que l'Autorité administrante ne donne des informations détaillées à ce sujet dans son prochain rapport annuel.

L'établissement de quatre nouveaux conseils porte le total des conseils de gouvernement local, en Nouvelle-Guinée, à dix. Les six premiers conseils ont été établis avant 1953. Il a fallu quatre ans à l'Administration pour préparer le terrain pour la création des quatre autres. Ma délégation exprime l'espoir que l'Administration continuera d'établir des conseils de gouvernement local dans les régions qui sont prêtes à les avoir, sans délai injustifié. Nous croyons qu'il y a d'autres régions, entre autres des districts des hautes terres, qui sont prêtes à cet égard.

Ma délégation a également relevé avec plaisir la nomination d'un Néo-Guinéen comme membre du Conseil consultatif du district de Sepik et en félicite l'Administration. Nous sommes d'accord avec le Représentant spécial lorsqu'il dit que de telles désignations constituent un excellent moyen de formation pour la population néo-guinéenne et facilitent l'extension progressive de sa participation à la vie politique du Territoire. Nous espérons que cela sera suivi de désignations analogues dans d'autres districts.

A ce sujet, je rappellerai la recommandation du Conseil de tutelle, faite à sa dix-huitième session, et tendant à ce que des autochtones qualifiés et compétents soient désignés tant aux Conseils consultatifs de districts qu'aux Conseils consultatifs de villes.



En ce qui concerne l'Assemblée législative, ma délégation constate que l'Autorité administrante n'a pas encore pu établir une plus large représentation néo-guinéenne en dépit de la recommandation faite à plusieurs reprises par le Conseil de tutelle. L'Autorité administrante a accepté en principe cette augmentation; mais la seule difficulté semble être qu'on ne trouve pas de personnes qualifiées à cette fin.

Selon l'Autorité administrante, deux ou trois personnes ont été envisagées; elles étaient considérées comme étant suffisamment qualifiées, mais elles sont déjà employées par l'Administration. Les désigner comme membres du Conseil législatif serait, nous dit l'Administration, contraire à l'habitude qu'elle a d'exclure de telles personnes des organes législatifs. Je ferai cependant remarquer que, sur 29 membres, 16 sont des fonctionnaires salariés de l'Administration qui figurent au cadre ordinaire de celle-ci, alors que les Néo-Guinéens, même employés par l'Administration, ne font pas partie de la fonction publique. De plus, sur un total de 29, il n'y a que trois autochtones : deux de la Nouvelle-Guinée et un de la Papouasie. Une addition de deux ou trois membres néo-guinéens ne pourrait guère causer de grandes difficultés à l'Administration. Même s'ils ne sont pas aussi efficaces que l'Administration pourrait le souhaiter, ils pourraient être utiles dans l'examen des problèmes administratifs du Territoire. On notera également que le nouveau Conseil législatif de la Nouvelle-Guinée ne saurait être comparé, pour ce qui est de ses fonctions, à un parlement pour lequel le principe avancé par l'Autorité administrante pourrait se défendre.

Au cours de la période des questions, le Représentant spécial a déclaré que les deux membres néo-guinéens qui font actuellement partie du Conseil législatif n'ont pas contribué de façon appréciable au travail de ce Conseil. Ma délégation a de la peine à accepter cette déclaration. Tout d'abord, lorsque j'étais dans le Territoire comme membre de la Mission de visite, j'ai entendu des fonctionnaires supérieurs de ce Territoire eux-mêmes parler de l'utilité de ces deux membres autochtones.

Sans vouloir discuter de leurs qualités, nous pensons que tout ce que ces deux membres peuvent faire est certainement utile à l'Administration et que, en tout cas, ils ne sauraient faire obstacle au travail de celle-ci. J'ai lu

dans la presse australienne une déclaration d'un membre européen du Conseil législatif - et je souligne qu'il s'agit d'un membre élu, non par la population autochtone, mais par les Européens établis dans le Territoire - contestant que les Néo-Guinéens nommés au Conseil législatif ne sont pas qualifiés. Il disait qu'il y avait de nombreux autochtones de la Papouasie et de la Nouvelle-Guinée qui étaient prêts aujourd'hui et qu'il y en aurait davantage si la recommandation du Comité des nominations avait été suivie et si, tout d'abord, ces autochtones avaient été admis comme observateurs. Ma délégation exprime l'espoir que, l'année prochaine, l'Administration sera à même de dire au Conseil qu'au moins quelques membres néo-guinéens supplémentaires ont été désignés au Conseil législatif.

A ce propos, j'appuie la suggestion qui a été faite ici par les représentants du Guatemala et de la Syrie et tendant à ce que l'on envisage d'élire ces représentants néo-guinéens plutôt que de les désigner.

Nous notons le progrès accompli dans le développement de la fonction publique et nous sommes certains que les nouvelles nominations contribueront beaucoup à l'évolution ultérieure du Territoire. Cependant, ma délégation doit exprimer son inquiétude du fait qu'il n'y a pas encore un seul Néo-Guinéen dans les cadres administratifs ordinaires du Territoire. Toutefois, nous sommes heureux de savoir que le nouveau cadre auxiliaire de la fonction publique a été établi et que des Néo-Guinéens pourront maintenant, pour la première fois, être associés à l'administration du Territoire. A ce sujet, nous suggérons qu'au lieu de solliciter la candidature des employés néo-guinéens actuels de l'Administration, on examine le dossier de chacun de ces employés et qu'un Comité spécial en soit chargé. Sur la base de leurs qualifications, de leur expérience, des rapports établis sur leur travail passé, toutes les personnes éligibles, quel que soit leur âge, devraient être absorbées dans le cadre auxiliaire aux grades appropriés. A ce propos, je voudrais mentionner tout particulièrement le cas des membres de la police néo-guinéenne qui, d'après tous les rapports, travaillent avec l'Administration de la façon la plus admirable et la plus satisfaisante. Les membres de la police, qui ont de nombreuses années de service et de bons rapports, méritent certainement de faire partie du cadre de l'Administration du Territoire. J'espère que l'Autorité administrante tiendra compte de cette suggestion et que le Conseil de tutelle pourra en apprendre les résultats lorsqu'il examinera le prochain rapport annuel.

MG/JC

T/PV.828

- 85 -

M. Chacko (Inde)

Pour ce qui est du système judiciaire, ma délégation désire, une fois de plus, rappeler la recommandation faite par le Conseil de tutelle à sa dix-huitième session à l'effet de donner aux tribunaux autochtones le statut qui convient, tout au moins dans les parties les plus avancées du Territoire.



Une autre question à laquelle ma délégation attache une certaine importance est celle du nom à donner aux Néo-Guinéens. A sa dix-huitième session, le Conseil de tutelle a constaté que l'Autorité administrante envisageait l'adoption d'un nom pour la population autochtone du Territoire sous tutelle. Le Conseil a relevé également l'emploi du terme "Néo-Guinéen" par la Mission de visite et a recommandé que l'Autorité administrante prenne ce terme en considération. L'Autorité administrante dit maintenant qu'elle est d'avis qu'il serait peu souhaitable de décider d'un terme avant que les autochtones eux-mêmes ne soient en mesure d'exprimer leur opinion à ce sujet. La délégation ne pense pas que ce soit là une question qui doive faire l'objet de consultations avec la population. Quel que soit le nom qu'on lui donne, elle pourra le changer lorsqu'elle le jugera nécessaire; cela s'est fait ailleurs. Le terme "native" n'est pas utilisé en consultation avec la population, et, à la connaissance de ma délégation, il y a en Nouvelle-Guinée des autochtones qui voudraient que le terme "native" disparaisse. Nous espérons que l'Autorité administrante examinera cette question une fois de plus.

J'en viens maintenant au domaine économique. A sa dix-huitième session, le Conseil de tutelle a pris note de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle elle envisageait dûment la façon d'augmenter les revenus locaux par la perception d'impôts directs. L'Autorité administrante nous dit maintenant que la question est toujours à l'étude. Nous espérons qu'une décision sera prise dans un avenir immédiat à ce propos. Il faut remarquer à cet égard, qu'alors que la collectivité immigrante qui, pratiquement, contrôle l'économie du Territoire, n'est soumise à aucun impôt direct, plus de 50.000 Néo-Guinéens, qui vivent dans les dix régions de conseils administratifs locaux, payent un impôt s'élevant jusqu'à 4 livres par personne, quels que soient leurs revenus. Il est vrai que l'impôt ainsi perçu par les conseils est utilisé à des fins locales, mais il ne faut pas oublier que, n'eut été cette imposition, l'Autorité administrante aurait dépensé des sommes au delà des revenus du Territoire pour répondre à des dépenses auxquelles font face les conseils locaux. Même si l'Autorité administrante dit qu'elle préférerait continuer de faire de grandes contributions au budget du Territoire pour des raisons politiques ou autres plutôt que de percevoir un impôt direct de la collectivité immigrante, ma délégation pense que, comme l'a

fait remarquer le représentant de la Belgique, il serait bon pour le Territoire de voir établir un système d'impôt direct.

Nous félicitons l'Autorité administrante d'avoir accordé une haute priorité au progrès de l'agriculture autochtone en formant les autochtones en leur enseignant les méthodes modernes d'agriculture et le développement des cultures de rapport. Pour la question de location de terres, nous espérons que l'Autorité administrante fera preuve de circonspection en cédant des terres à bail pour 99 ans à des personnes non-autochtones qui se rendent dans le Territoire avec l'espoir de s'y installer de façon permanente. Nous sommes certains que la politique foncière de l'Administration sera appliquée de telle manière que le système actuel de cession à bail n'entraînera pas de problèmes difficiles au cours des années à venir.

Le premier rapport du relevé des ressources d'une partie du Territoire a été imprimé. Nous espérons le recevoir bientôt. La délégation espère que la Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization continuera d'étudier les ressources du reste du Territoire et que, sur la base de ces rapports, l'Administration pourra préparer un plan à long terme de développement économique du Territoire de la Nouvelle-Guinée.

Je voudrais également appuyer la suggestion faite par le représentant de la Birmanie pour que l'on encourage les commerçants néo-Guinéens dans le Territoire.

Dans le domaine social, nous voudrions insister sur la question de la suppression des restrictions apportées au déplacement de la population néo-guinéenne dans les villes. Le Conseil de tutelle, en plusieurs occasions, a déjà recommandé la suppression de ces mesures. La Mission de visite de 1956 a fermement préconisé cette suppression, et cette recommandation a été entérinée une fois de plus par le Conseil de tutelle. La Mission de visite avait déclaré qu'à son avis il n'y avait aucune justification à de telles restrictions. L'Autorité administrante nous a dit qu'en raison des conditions régnant dans le Territoire, elle ne pouvait les abolir. La délégation, pendant la période des questions a essayé d'obtenir quelques précisions quant aux conditions particulières auxquelles faisait allusion l'Autorité administrante. Le Représentant spécial n'a, cependant, pas pu nous donner d'explications. L'Autorité administrante a dit en outre qu'il y aurait peu d'avantages à abolir ces restrictions, ne fût-ce qu'à titre d'essai comme l'avait proposé le Conseil de tutelle. On ne nous a pas donné les raisons qui

ont mené à cette conclusion. Pour ce qui est de ma délégation, nous ne comprenons pas les raisons pour lesquelles on ne peut abolir de telles restrictions. Tout d'abord, il est quelque peu étrange de dire que les villes néo-guinéennes sont destinées aux non-guinéens et qu'un Néo-Guinéen devrait obtenir un permis avant de pouvoir pénétrer dans une ville néo-guinéenne. De plus, ma délégation pense que la population néo-guinéenne est, dans son ensemble - je parle des habitants qui sont soumis à l'influence de l'Administration - respectueuse de la loi. Il y a peut-être des exceptions, comme on en trouve dans les pays les plus développés. Ces cas relèvent de la police, et nous sommes certains que la police néo-guinéenne est dûment compétente pour s'en occuper. En fait, outre d'autres incidences, le maintien de telles restrictions est une critique ouverte de la police elle-même. Je voudrais, au nom de ma délégation, exprimer l'espoir que l'Autorité administrante réexaminera la question et que l'an prochain nous pourrions constater que toutes ces restrictions ont été supprimées.

En ce qui concerne les salaires, nous attendons avec intérêt que l'élaboration de la nouvelle législation relative à la main-d'oeuvre par l'Autorité administrante soit terminée; elle doit prévoir l'augmentation du taux minimum des salaires actuels, comme l'a recommandé le Conseil de tutelle à sa dix-huitième session.

Nous sommes heureux de savoir que le programme de construction d'hôpitaux se développe rapidement et que certains des nouveaux bâtiments, qui doivent remplacer les bâtiments existants - dont certains, notamment celui de Rabaul, sont en triste condition - seront bientôt terminés. Nous avons également noté le programme de l'Administration relatif au développement des services médicaux et à la formation de Néo-Guinéens au service des différentes sections du Service de la santé. Je voudrais ici parler des deux ou trois assistants médicaux néo-guinéens formés à Souva. On doit donner à ces personnes des positions appropriées à leur formation et les utiliser là où leur expérience peut s'accroître et être utile.

Dans le domaine de l'enseignement, ma délégation voudrait féliciter l'Administration des progrès accomplis pendant l'année à l'étude en ce qui concerne le développement des services d'enseignement dans le Territoire. Cependant, nous



voudrions attirer l'attention de l'Autorité administrante sur une question particulière à laquelle ma délégation attache beaucoup d'importance, c'est-à-dire celle de la normalisation du système scolaire. A ce propos, j'avais l'intention de citer une partie du rapport de la Mission de visite, mais, compte tenu de l'heure avancée, je vous renverrai simplement au paragraphe 287 du rapport de la Mission de visite qui traite particulièrement de cette question. Puisque l'Autorité administrante avait dit que les mots "primaire", "post-primaire" et "secondaire" seraient utilisés, - je dis bien "seraient utilisés" - j'ai demandé au Représentant spécial si des instructions dans ce sens avaient déjà été données mais je n'ai pas reçu de réponse. J'imagine qu'on ne saurait retarder davantage une décision dans ce domaine et que les renseignements appropriés nous seront fournis dans le prochain rapport annuel.

Je voudrais aussi exprimer l'espoir que, dans un avenir rapproché, la Nouvelle-Guinée aura une école donnant un enseignement secondaire complet - c'est-à-dire jusqu'à un niveau qui permette aux étudiants de cette école d'entrer à l'université.

Bien que 16 Néo-Guinéens étudient pour le moment en Australie, aucun d'entre eux n'est parvenu encore au niveau de l'école secondaire. Nous espérons que le Conseil de tutelle apprendra bientôt que certains de ces étudiants ont atteint ce niveau.

L'Autorité administrante a fait certains efforts pour normaliser l'utilisation du Pidgin aux fins d'enseignement de l'anglais. Ceci ne devrait pas entraîner un développement exagéré du Pidgin, dont l'utilisation est découragée par l'Administration qui espère finalement en abolir l'usage.

Quant à la diffusion de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies, nous suggérons que dans toute publication préparée par l'Administration sur ce sujet, il y ait un chapitre traitant du statut du Territoire de la Nouvelle-Guinée et du régime de tutelle.

J'ai fait ces observations au nom de ma délégation, non pas à titre de critique mais dans un désir sincère d'aider l'Administration, et pleinement conscient que je suis de l'excellent travail déjà accompli. J'espère que l'Autorité administrante comprendra dans quel esprit ces observations ont été faites.

Certaines des questions soulevées par ma délégation, peuvent, à première vue, paraître peu importantes, mais nous croyons cependant que certaines d'entre elles, par exemple l'abolition de l'utilisation du mot "indigène", l'abolition de la limitation des déplacements de la population dans les villes, sont des questions importantes car leur influence psychologique est considérable sur la population autochtone qui, en raison de sa formation, a quelque tendance à considérer les gens du dehors comme des êtres humains supérieurs. En oeuvrant pour le développement de ces peuples relativement arriérés, il est essentiel non seulement d'améliorer leur situation sociale et économique, mais également de leur donner confiance en eux-mêmes et de leur faire comprendre qu'ils sont des êtres humains aussi bons que n'importe quels autres.

Je voudrais terminer ces observations en rendant un hommage chaleureux à l'Autorité administrante pour le progrès général constaté dans le Territoire au cours des dernières années. Je voudrais également exprimer la gratitude de ma délégation au Représentant spécial et au représentant de l'Australie pour le concours qu'ils ont apporté au Conseil dans l'examen du rapport sur ce Territoire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous achèverons cette discussion lundi; le Conseil se réunira à deux reprises, à 10 h. 30 et à 14 h. 30. En outre, le Comité de rédaction pour le Tanganyika se réunira à 10 h. 30, le Comité de rédaction sur le Territoire de Nauru se réunira à 14 h. 30 et le Comité permanent des Unions administratives se réunira à 14 h. 30.

La séance est levée à 13 h.05.